Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1906 — ROMA — Giovedì, 15 novembre — Numero 266

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. 32; semestre L. 17; trimestre L. 9
» a domicilio e nel Regno: » » 36; » » 19; » » 10
Per gli Stati dell'Unione postale: » » 80; » » 41; » » 22
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali.

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali; decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziari . . . . L. 0.25 } per ogni linea e spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » 0.30 }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta.*

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent.* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

Parte Ufficiale

LEGGI E DECRETI

Il numero 567 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato:
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data al trattato di commercio, di dogana e di navigazione concluso dall'Italia colla Bulgaria il 13 gennaio 1906.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Racconigi, addì 14 ottobre 1906.

VITTORIO EMANUELE.

TITTONI.
MAJORANA.
COCCO-ORTU.
MIRABELLO.
MASSIMINI.

Visto, *Il guardasigilli:* GALLO.

TRAITÉ de commerce, de douane et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie.

Sa Majesté le Roi d'Italie, d'une part, et Son Altesse Royale le prince de Bulgarie, d'autre part,

Désirant développer et faciliter les rélations commerciales qui existent déjà entre les deux pays ont décidé de conclure le présent traité de commerce, de douane et de navigation et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

M. le chevalier Fausto Cucchi Boasso, officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, officier de l'ordre de la Couronne d'Italie, agent diplomatique à Sofia, et

Son Altesse Royale le prince de Bulgarie,

Son excellence M. le général R. Petroff, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, grand'croix de l'ordre princier de St. Alexandre etc. etc.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pourvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants:

Art. 1.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre l'Italie et la Bulgarie.

Les sujets de chacune des deux parties contractantes ne seront

pas soumis, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des Etats respectifs, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, à des taxes, impôts ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés ou appliqués d'une façon plus onéreuse que ceux qui seront perçus sur les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les privilèges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront en matière de commerce et d'industrie les ressortissants de l'une des Parties contractantes, ou de la nation la plus favorisée, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2.

Les sujets des deux Parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront exempts de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire, de quelque nature que ce soit. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, et jouiront de l'exemption du logement militaire. Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession à titre quelconque d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 3.

Les sujets de chacune des parties contractantes pourront, en quelque lieu que ce soit des possessions de l'autre partie, exercer toute espèce d'industrie, faire le commerce tant en gros qu'en détail de tous produits, objets, fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en Société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux; ils pourront acquérir, louer et occuper des maison et boutiques, acquérir, louer et posséder des terres, le tout en se conformant, comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée, aux lois et règlements des pays respectifs.

Les dispositions du présent article relatives au libre exercice des professions ne seront pas appliquées aux cabaretiers de villages, aux pharmaciens, aux courtiers, aux colporteurs et marchands ambulants. Ces industriels jouiront du même traitement que les ressortissants, exerçant la même profession, de l'Etat le plus favorisé.

Il est entendu que les dispositions précédentes ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce et d'industrie qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays. Ces lois, ordonnances ou règlements ne pourront en aucun cas être appliqués à l'égard des ressortissants de l'une des parties contractantes d'une manière plus rigoureuse ou moins favorable qu'aux ressortissants de la nation la plus favorisée ou aux nationaux.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 4.

Quant au montant, à la garantie et à la perception des droits d'importation et d'exportation, ainsi que par rapport au transit, à la réexportation, à l'entreposage aux droits locaux et aux formalités douanières ou autres, au transbordement des marchandises, aux transports sur les voies ferrées et, en général, pour tout ce qui se rapporte à l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, chacune des deux Parties contractantes s'engage à faire profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou abaissement dans les tarifs, à l'importation ou à l'exportation des produits du sol et de l'industrie des deux Pays, que l'une d'elles pourrait avoir accordé à une tierce Puissance. Aussi toute faveur ou immunité concédée plus tard à une tierce Puissance, sera étendue immédiatement, sans condition et par ce fait même, aux produits du sol et de l'industrie de l'autre Partie contractante.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver nullement le commerce réciproque des deux Pays par des prohibition à l'importation, à l'exportation ou au transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays et aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivant:

1. dans des circostances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre;

2. par des raisons de sûreté publique;

3. par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles;

4. en vue de l'application, aux marchandises étrangères, des prohibitions ou restrictions arrêtées par des lois intérieures à l'égard de la production intérieure des marchandises similaires, ou de la vente ou du transport à l'intérieur des marchandises similaires de production nationale.

Art. 5.

Les produits du sol et de l'industrie de la Bulgarie qui seront importés dans le territoire douanier italien et les produits du sol et de l'industrie de l'Italie qui seront importés en Bulgarie, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles des droits ni plus élevés ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports.

D'ailleurs les produits du sol et de l'industrie de l'Italie, énumérés dans le tarif *B* ci-joint (droits à l'entrée en Bulgarie), à leur importation en Bulgarie, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres, ni plus élevés que ceux consolidés par ledite annexe.

À l'exportation vers la Bulgarie il ne sera perçu dans le territoire douanier italien, et à l'exportation vers le territoire douanier italien il ne sera perçu en Bulgarie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie qu'à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé, à cet égard. De même, tout autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Art. 6.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des Communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce, ou, en cas d'absence de ceux-ci, que les produits de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne les marchandises, indiquées au tarif *B* ci-annexé, il ne pourra être prélevé de taxes autres ou plus élevées que celles prévues dans les lois bulgares du 20 janvier 1900, modifiée par celles du 30 décembre 1903 et du 23 mars 1905, et du 31 janvier 1905, que dans le cas où les articles de même nature sont produits ou fabriqués en Bulgarie et y sont frappés de taxes équivalentes.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des Pays importés dans le territoire de l'autre et destinés à l'entreposage ou au transit ne seront soumis à aucun droit interne.

Art. 7.

Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouvent, par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités de leur Pays, que dans l'Etat où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils acquittent les taxes et impôts légaux, auront le droit

personnellement, ou par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie contractante, chez des négociants ou dans les locaux de vente publics ou chez les personnes qui produisent ces marchandises. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes dans l'exploitation industrielle desquels les marchandises du genre offert trouvent leur emploi. Ni dans un cas ni dans l'autre, ils ne seront astreints à acquitter pour cela une taxe spéciale plus élevée que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle ont le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

Les cartes de légitimation industrielle devront être établies conformément au modèle de l'annexe *A* et rédigés en italien ou en français.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce, ni industrie.

Les objets passibles d'un droit de dauane qui seront importés comme échantillons par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, sans avoir été vendus, soient réexportés dans un délai de douze mois et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau de douane par lequel il passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produit, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées qe celles perçues de ces derniers.

Art. 8.

Les sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux pays et à condition qu'elles y aient été validement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille société constituée dans l'un des deux pays, sera admise ou non dans l'autre pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent ou existeront à cet égard dans ce dernier pays.

En tout cas, lesdites sociétés et associations jouiront dans l'autre pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un pays quelconque.

Art. 9.

Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux territoires ou y allant, seront réciproquement exemptes dans l'autre de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Art. 10.

Les navires italiens et leur cargaison en Bulgarie, et réciproquement, les navires bulgares et leur cargaison en Italie, à leur arrivée, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Tout privilège et tout franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des parties contractantes seront accordés à l'instant même et sans conditions à l'autre.

Art. 11.

La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et réglements particuliers à chaque pays au moyen des titres et patentes délivrés aux capitaines ou patrons par les autorités compétentes.

Art. 12.

En tout ce qui concerne le placement de navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, hâvres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des deux Etats, aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments italiens et les bâtiments bulgares soient traités sur le pied d'une parfaite égalité et jouissent réciproquement des avantages accordés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 13.

Les navires italiens entrant dans un port de Bulgarie et réciproquement les navires bulgares entrant dans un port d'Italie qui n'y viendraient que compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 14.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays. En tout cas les navires italiens et bulgares pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour destination étrangère.

Art. 15.

Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Etats:

1° les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2° les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Etat;

3° les navires qui, entrés avec un chargement dans un port soit volontairement soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérées comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses

nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Il est entendu que les stipulations de cet article ne regardent pas les droits sanitaires, dont la perception sera réglée d'après les législations respectives.

Art. 16.

En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des pays respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison, ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants-cause, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux, auxquels les nationaux seraient assujettis en pareils cas.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au payement d'aucum droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 17.

Les sujets de l'un des Etats contractants jouiront dans l'autre de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique et de commerce, sous la condition de remplir les formalités prescrites à cet égard par la législation respective des deux pays.

Le Gouvernement bulgare s'engage à mettre à l'étude dans le délai d'un an, qui suivra la mise en vigueur du présent traité, les questions relatives à la protection réciproque de la sculpture et des dessins d'ornement, des brevets d'invention, des noms commerciaux et des noms d'origine.

Art. 18.

Il est fait exception aux stipulations du présent traité en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 19.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, ni aux faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

Art. 20.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité y compris le tarif, le protocole final et les déclarations, ainsi que toutes les questions concernant l'exercice du commerce entre les deux pays, et que l'une des Parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même pour la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des deux Parties ait à nommer en qualité d'arbitre un propre sujet et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre le sujet d'une tierce puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de s'accorder, en anticipation et pour une période de temps déterminée, sur la personne du troisième arbitre à désigner en cas de besoin.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Art. 21.

Le présent traité entrera en vigueur le 1/14 janvier 1906 et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Il restera exécutoire jusqu'au 28 février n. s. 1911.

Dans le cas où aucune des deux Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la dite période, son intention de faire cesser les effets du présent traité, cet acte demeurera obbligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux pays ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 31 décembre 1905 / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO (*L. S*) — R. PETROFF (*L. S.*)

Annexe A.
(Modèle)

CARTE DE LÉGITIMATION

POUR

voyageurs de commerce

pour l'année. . . (ARMOIRIES) N° de la carte. . .

valable pour l'Italie et la Bulgarie

PORTEUR:
(prénom et nom de famille)
Fait à . . . . . le (jour, mois, année)
(sceau) (autorité compétente)
(signature)

Il est certifié que le porteur de la présente carte
{ possède un (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . . sous la raison . . . .
{ est employé, comme voyageur de commerce, dans la maison . . . . à . . . . . . qui y possède un (désignation de la fabrique ou du commerce).

Le porteur de la présente carte désirant rechercher des commandes et faire des achats pour le compte de sa maison, ainsi que de la maison suivante / des maisons suivantes ————————— (désignation de la fabrique ou du commerce) à . . . . il est certifié, en outre, que ladite maison est tenue / lesdites maisons sont tenues ——————————— d'acquitter dans ce pays-ci les impôts légaux pour l'esercice de son / leur commerce (industrie).

Signalement du porteur:

Age: . . . .
Taille: . . . .
Cheveux: . . . .
Signes particuliers: . . . .

Signature:
. . . .

Avis.

Le porteur de la présente carte ne pourra rechercher des commandes ou faire des achats autrement qu'en voyageant et pour le compte de la maison susmentionnée / des maisons susmentionnées. ——————— Il pourra avoir avec lui des échantillons, mais point de marchandises. Il se conformera, d'ailleurs, aux dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Nota. — Là où le modèle ci-dessus contient un double texte, le formulaire à employer pour l'expédition des cartes présentera l'espace nécessaire pour y insérer l'un ou l'autre des textes, suivant les circonstances du cas particulier.

Annexe B. — Droits à l'entrée en Bulgarie.

Numéro du tarif	Dénomination des marchandises	Unités	Droits stipulés en leva Francs
25	Fromage:		
	— parmigiano, gorgonzola, pecorino, cacio cavallo, fontina, provolone et stracchino	100 kg.	30 —
ex 33	Poissons de toute sorte:		
	a) séchés, salés	»	25 —
	b) marinés, conservés, ou autrement préparés	»	35 —
	c) sardines et thons à l'huile, en boîtes	»	22 —
40	Riz:		
	a) décortiqué	»	5 —
	b) non décortiqué	»	4 —
ex 54	Pâtes alimentaires: macaroni, vermicelli et autres pâtes d'Italie	»	8 —
ex 57	Citrons et oranges	»	1 50
110	Bonbons de toute sorte et fruits confits	»	60 —
115	Biscuits sucrés de toute sorte	»	30 —
121	Huile d'olive:		
	a) en barils, en cruches et autres récipients d'une contenance au dessus de 10 kg.	»	10 —
	b) en bouteilles et autres récipients au dessous de 10 kg.	»	18 —
ex 134	Savons:		
	a) de blanchissage et autres usages ordinaires	»	12 —
ex 170	Savons de toilette parfumés ou non et savons médicinaux	»	70 —
ex 173	Extraits végétaux pour tannage: sumac, châtaignier et quebracho	»	3 —
ex 186	Cirages pour chaussures de toute espèce	»	15 —
ex 190	Soufre brut et raffiné et fleur de soufre	»	1 50
ex 207	Corail ouvré de toute sorte non monté	»	100 —
ex 228	Chapeaux de paille, copeau, sparte, écorce, fibres de palmier ou de tout autre végétal:		
	a) non garnis:		
	1. de paille et copeau	la pièce	0 30
	2. d'écorce, fibres de palmier ou de toute autre végétal	»	0 50
	b) garnis de rubans, mais sans fleurs ni plumes	»	0 70
ex 233	Boutons d'os, de corne et de corozo	100 kg.	75 —
235	Marbre, albâtre et granit:		
	a) 1. bruts	—	exempts
	2. équarris ou sciés	100 kg.	1 50
	b) sculptés, polis, moulurés ou autrement ouvrés, pesant 75 kg. ou plus la pièce	»	5 —
	c) objets en marbre, albâtre ou granit, polis, combinés ou non avec d'autres matières à l'exception des métaux précieux, ivoire, nacre, etc., pesant de 5 à 75 kg. la pièce	»	7 50
	d) autres objets de marbre, albâtre ou granit polis ou façonnés, combinés ou non avec d'autres matières, à l'exception des métaux précieux, ivoire, nacre, etc., pesant 5 kg. et au dessous	»	25 —

Numéro du tarif	Dénomination des marchandises	Unités	Droits stipulés en leva Francs
258	Objets en faïence de toute espèce;		
	a) unicolores, sans reliefs	110 kg.	10 —
	b) à deux ou plusieurs couleurs ou avec reliefs	»	18 —
	c) dorés ou autrement décorés	»	25 —
265	Glaces (miroirs) de toute espèce	»	25 —
ex 270	Objets en verre:		
	— perles, bracelets, boutons, pendeloques et prysmes pour lustres	»	30 —
ex 294	Peaux préparées:		
	a) cuirs pour semelle, de toute espèce et qualité	»	75 —
316	Fils simples ou à plusieurs bouts, retors, y compris les fils à coudre (cordonnets) de soie naturelle ou artificielle, même mélangés à d'autres textiles:		
	a) non teints	kg.	8 —
	b) teints	»	12 —
317	Tissus et étoffes tricotés de soie pure (y compris les foulards, crêpes et tulles) mélangés ou non avec des fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés	»	10 —
318	Tissus et étoffes tricotés de soie (y compris les foulards, crêpes et tulles) mélangés avec tout autre textile à l'exception des fils métalliques	»	7 50
323	Passementerie: galons, cordonnets, rubans, boutons, breloques, houppes et autres articles semblables:		
	a) de soie pure ou mélangée de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques dorés ou argentés	»	10 —
	b) de soie mélangée avec d'autres textiles	»	8 —
338	Tissus, étoffes et tricots de laine et d'autres poils d'animaux, mélangés ou non de coton et d'autres matières textiles:		
	a) pesant au dessus de 500 grammes par metre carré	100 kg.	200 —
	b) pesant de 250 à 500 grammes par mètre carré	»	275 —
	c) pesant 250 grammes et au dessous par mètre carré	»	250 —
343	Articles de bonneterie de laine pure ou mélangée, simplement unis, mais non cousus	»	300 —
	Note au n. 343. — Rentreront dans cette position: les bas et chaussettes, gants, flanelles (maillots), caleçons, gilets, bonnets (toques), fichus et autres objets semblables, même taillés et cousus, garnis ou non de boutons, de rubans, cordonnets, baguettes et autres accessoires semblables, même en soie, à la condition que ces accessoires soient nécessaires pour l'emploi de l'objet et ne constituent pas seulement une décoration.		
ex 352	Chapeaux en feutre:		
	b) garnis, mais sans fleurs ni autres parures:		
	1. en feutre de poils d'animaux	»	400 —
	2. en feutre de laine	»	250 —
355	Déchets de coton, cardés en faldelle	»	20 —
ex 356	Ouates de coton:		
	a) ouates de coton, cardées	»	20 —
	b) ouates de coton, autres, y comprises les ouates gommées et excepté l'ouate médicinale	»	40 —

Numéro du tarif	Dénomination des marchandises	Unités	Droits stipulés en leva Francs
ex 359	Fils de coton:		
	a) retors (extra-hard) écrus jusqu'au numéro 14 (anglais)	100 kg.	28 —
362	Fils de tiré et fils retors en écheveaux:		
	a) blanchis	»	36 —
	b) teints	»	60 —
	Note au n. 362. — Les *sewings* et autres fils de coton pour bas rentrent dans cette position.		
364	Ficelles, cordons et cordes de toute sorte, de coton	»	60 —
	Note au n. 364. — Dans cette position rentrent les fils de coton pour la pêche à la ligne et pour fabriquer les filets.		
365	Tissus de coton, écrus	»	40 —
	Note au n. 365. — Sans distinction de poids pour les marchandises entrant dans cette position.		
366	Tissus de coton, blanchis ou teints en pièce, sans distinction de poids pour les marchandises lourdes pas fines, comme les gazes, tarlatanes, batiste, linon zephir, étamine, savachpours (Tangibs) et tenzoufs, milinos, mousselines, tulbents et antres articles semblables, qui sont visés dans la position n. 369	»	55 —
ex 366	Tiffons (linon) et autres tissus de la même espèce pour doublures et balayeuses	»	35 —
367	Tissus de coton, teints en fils à une ou plusieurs couleurs	»	65 —
368	Tissus de coton dits « barchets », « calmouks », flanelles (maillots) et piqués, tissus de coton imprimés, brillantes ou non; percaline et cretonne; mouchoirs imprimés et couvertures en tissus, reps et autres tissus semblables, imprimés	»	75 —
ex 368	Flanellettes imprimées pesant de 140 à 200 grammes le mètre carré	»	70 —
369	Tissus fins, tissés, brodés, blanchis ou non, teints ou imprimés, à l'exception des tulles et dentelles	»	100 —
372	Rideaux, couvertures, mouchoirs, essuie-mains, draps de lit et autres articles semblables, en pièce, teints ou non, combinés ou non avec des fils en métaux communs et avec d'autres fils de textiles végétaux	»	100 —
374	Articles de coton tricotés, simplement unis, mais non cousus	»	225 —
	Note au n. 374. — Rentrent dans cette position les bas et chaussettes, gants, flanelles (maillots), caleçons, gilets, bonnets (toques), fichus et autres articles semblables, même taillés et cousus, garnis ou non de boutons, rubans, cordonnets, baguettes ou autres accessoires semblables, même en soie, à la condition que ces accessoires soient nécessaires pour l'emploi de l'objet et ne constituent pas seulement une décoration. Les étóffes tricotées en coton seront tarifées comme les tissus de coton d'après l'espèce (suivant qu'ils sont bruts, blanchis, teints ou imprimés).		
ex 385	Ficelles et cordons de chanvre	»	45 —
ex 386	Cordages de chanvre	»	40 —
505	Automobiles de toute espèce	la pièce	250 —
ex 551	Graine de vers à soie sélectionnée, système Pasteur, importée avec les papillons déposants dans des sachets	—	exempte
	Note au n. 551. — La sanité de la graine des vers à soie sélectionnée, importée dans le forme susdite, sera considérée comme suffisamment établie par la présentation de certificats délivrés par les observatoires bacologiques autorisés par le Gouvernement italien, si, pour chaque envoi de graines de vers à soie en sachets, il est présenté un certificat établissant que le contrôle a déjà été fait par les autorités italiennes.		

Protocole final.

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce, de douane et de navigation conclu en date de ce jour entre l'Italie et la Bulgarie, les sussignés ont convenu ce qui suit:

Ad art. 7.

Pour pouvoir exercer en Bulgarie le droit prévu à l'alinéa 1 de l'article 7, les personnes y désignées devront être munies, conformément à l'article 6 de la loi bulgare du 26 mars-8 avril 1905 sur les commis-voyageurs, d'une patente spéciale dont la taxe au profit de l'Etat ne dépassera pas 150 francs pour toute l'année et 100 francs pour six mois, si le commis-voyageur représente une seule maison commerciale. Lorsqu'il en représente plus d'une, cette taxe est majorée encore de 100 francs pour toute l'année et de 50 francs pour six mois.

Il est entendu que les taxes prévues à l'alinéa 1 ne frapperont que la maison commerciale et que, par conséquent, cette taxe ne sera payée qu'une fois, n'importe que la maison commerciale envoie un ou plusieurs voyageurs à son service.

Ad Art. 10 — 16.

Il sera permis aux compagnies de navigation et aux propriétaires de bateaux italiens, faisant un service régulier de transport, de louer dans le rayon des ports, pour leurs bureaux, ateliers et magasins, des terrains, même appartenant à l'Etat, contre un prix convenable, lorsqu'il n'en aura pas besoin pour d'autres usages. Il reste entendu que lesdits magasins seront considérés comme entrepôts dès qu'ils répondront aux exigences légales.

Les navires italiens et les marchandises italiennes importées par voie d'eau ou par terre après avoir acquitté les droits prévus dans le tarif ennexé, ne seront soumis en Bulgarie à aucun droit additionnel où à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des marchandises et navires nationaux et de ceux de la nation la plus favorisée, savoir:

1. Le droit de plombage:

   a) 30 centimes pour chaque grand plomb, la ficelle y comprise, et

   b) 5 centimes pour chaque petit plomb ou cachet, la ficelle y comprise.

2. Il est perçu une taxe de 10 centimes pour chaque exemplaire des imprimés suivants, fournis par la douane:

   a) manisfeste ou extrait de manifeste;

   b) déclarations en douanes;

   c) feuilles délivrées pour les marchandises transportées d'un port bulgare dans un autre port bulgare;

   d) feuilles de transit;

   e) feuilles de transport délivrées par les bureaux de douane d'entrée pour les marchandises devant être dédouanées par un autre bureau de douane.

3. Une taxe de 5 centimes est perçue pour chaque exemplaire de quittance imprimée, délivrée par la douane.

Il est également perçu une taxe de 5 centimes pour tous les autres imprimées fournis par la douane.

4. Le droit de timbre est perçu conformément à la loi sur les timbres actuellement en vigueus.

Cependant les navires italiens entrant dans ou sortant de plusieurs ports bulgares après avoir payé une fois le droit de timbre sur les manifestes généraux d'entrée ou de sortie dans le premier port, ne payeront qu'une taxe supplémentaire d'un franc sur les *extraits* des manifestes d'entrée et de 50 centimes sur les manifestes additionnels de sortie.

5. La taxe pour l'inspection des bestiaux; les taxes (*bèglik*) sur les moutons.

6. Les taxes sur les navires de commerce, frequentant les ports de Bulgarie, approuvées par la XXVI décision du Conseili des ministres, prise dans la séance du 28 février 1904, protocole n. 21.

7. Les droits de magasinage, perçus conformément à l'article 64 de la loi bulgare sur les douanes.

8. Le droit de statistique:

   a) 10 centimes par colis, à l'exception des envois postaux;

   b) 15 centimes les 1000 kilogrammes des marchandises chargées en vrac;

   c) 10 centimes par tête de bétail.

9. Une taxe prélevée seulement sur les marchandises qui jouissent de la franchise de droit de douane, dont le produit est réservé à la construction et à l'amélioration des ports et échelles en Bulgarie. Le taux de cette taxe ne depassera pas un 1/2 pour cent « ad valorem ».

Ad art. 20.

À l'égard de la procédure dans le cas où l'arbitrage a lieu d'après les deux premiers alinéas de l'article 20, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie contractante défenderesse, au second cas dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suit alternativement dans l'un et dans l'autre territoire. La Partie, sur le territoire de laquelle siégera le tribunal, désignera le lieu du siége. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service, nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité de voix.

Les Parties contractantes s'entendront, ou le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal même. La procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection; dans ce cas, la disposition de l'alinéa 1 peut être modifiée.

Pour la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, prêteront leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. À défaut d'entente, l'article 57 de la Convention de la Haye du 29 juillet 1899 sera appliqué.

Le présent protocole sera considéré comme approuvé par les Parties contractantes sans ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité de commerce, de douane et de navigation.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905 / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO. R. PETROFF.

DECLARATION A.

Au moment de procéder à la signature du traité conclu en date de ce jour, les soussignés ont convenu de ce qui suit:

1. En cas de procès civils ou commerciaux entre les sujets italiens résidant en Bulgarie et les sujets bulgares, les citations à comparaître et, en général, tous les documents et pièces judiciaires seront expédiés et notifiés aux sujets italiens d'après l'ordre établi par les lois bulgares, sans que l'autorité consulaire italienne ait à intervenir.

2. En matière de faillite commerciale l'insolvabilité commerciale des sujets italiens résidant en Bulgarie sera prononcée par les tribunaux bulgares et la liquidation pleine et entière de la faillite sera fait par ces tribunaux, sans que l'autorité consulaire italienne ait à intervenir.

Il est entendu que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie n'adhère aux stipulations précitées qu'à la condition formelle qu'elles n'entreront en vigueur, sous réserve de ratification du traité conclu en date de ce jour, qu'autant ques les gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, du Grande Bretagne, et de Russie auront fait un accord analogue avec la Bulgarie, qui ne mettra pas les sujets italiens dans des conditions moins favorables que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905 / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO. R. PETROFF.

DECLARATION *B*

—

Dédouanement des marchandises en Bulgarie.

1. La présentation de la déclaration en douane doit avoir lieu dans les 48 heures (dimanches et jours fériés exceptés) qui suivent la réception de l'avis concernant l'arrivée des marchandises.

2. Les douanes sont tenues de dédouaner les marchandises dans les 10 jours au plus tard qui suivent la présentation de la déclaration en douane, pour toute cette période l'importateur est libéré du payement de tout droit de magasinage.

3. Dans l'intérêt du bon ordre et afin d'éviter l'encombrement des marchandises dans les douanes, l'importateur est tenu, une fois les formalités douanières accomplies, de prendre livraison de sa marchandise dans les 48 heures, autrement il devra payer un droit de magasinage après l'expiration du terme susmentionné.

4. Les importateurs qui n'ont pas présenté leurs déclarations en douane dans le délai prèscrit, auront à payer un droit de magasinage à partir du 4.ème jour de l'inscription de leurs marchandises dans les livres de douane. Les marchandises qui sont retenues dans les magasins des douanes par suite d'une force majeure, au delà des termes énoncés ci-dessus, seront exemptes du payement du droit de magasinage, conformément au § 65 de la loi sur les douanes.

Les marchandises dont l'importation dans le pays est prohibée pour des raisons sanitaires ou autres, seront exemptées du payement de tous droits de réexportation; cette mesure ne s'applique pourtant pas au droit de magasinage, qui sera perçu de l'importateur, pour tout l'intervalle que sa marchandise est restée dans les magasins; exception est faite seulement à l'égard des marchandises importées dont la prohibition d'importation n'a pas été notifiée en temps voulu.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905 / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO.

R. PETROFF.

DECLARATION *C*

—

Régime des échantillons en Bulgarie.

I.

Les échantillons de tissus ou d'autres articles expédiés par colis postal ou par voie postale, lorsqu'ils sont en fragments trop petits pour être utilisés autrement que comme modèles ou tipes, seront admis en franchise.

Ne seront considérés comme échantillons des objets fabriqués que des articles uniques dépareillés ou incomplets et dont la destination se prouve par la réunion de choses toutes dissemblables les unes des autres.

II.

Les échantillons de prix que le commerce a intérêt à ne pas détériorer peuvent être admis temporairement soit à charge de consignation du droit ou de la valeur, soit moyennant engagement cautionné de réexporter les objets dans un délai de six mois au plus et de payer le quadruple du droit, ou la quadruple valeur, si la réexportation n'est pas effectuée.

Pour faciliter la reconnaissance des objets à la sortie, on y attache un plomb, ou s'ils sont fixés sur cartes, on revêt celle-ci de l'estampille ou de cachet de la douane.

Les facilités prévues dans le présent article ne peuvent être accordées que dans les bureaux ouverts aux marchandises à Sophia, Philippopoli, Varna, Bourgas et Roustchouk.

III.

Les échantillons de vins et spiritueux sont exempts de tout droit d'entrée, d'octroi et d'accise, ainsi que de toute autre taxe intérieure, pourvu que le poids de chaque flacon ne dépasse pas 60 grammes pour les spiriteux et 100 grammes pour les vins, déduction faite du poids du contenant.

IV.

Les échantillons sans valeur importés en Bulgarie par voie postale (colis postal ou poste) ne seront soumis à la visite douanière que dans les cas où il y aurait lieu de relever l'intention de fraude.

Fait en double à Sophia, le 31 décembre 1905 / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO R. PETROFF.

DECLARATION *D*

—

Vérification des filés à l'importation en Bulgarie, pour servir de base à l'application de la loi bulgare sur les marques de fabrique.

1. Pour ce qui concerne l'indication des « numéros » des fils le numérotage anglais sera admis aussi bien que celui à base décimale.

2. Les indications des « numéros » du fil ne seront pas considérées fausses pour autant que la vérification constatera un écart entre ces indications et la réalité ne dépassant pas le 3 0/0 aussi bien au dessous qu'au dessus de celui indiqué.

3. De même il n'y aura pas lieu à élever des contraventions si dans un paquet les écheveaux ne sont pas tous de la longuer réglementaire, pourvu que le manque de quelques uns se trouve compensé par une plus grande longueur dans les autres du même paquet, avec une tolérance pouvant arriver jusqu'au 3 0/0.

4. Contre les contraventions élevées par la douane, les parties ou leurs agents (dûment informés), auront le droit de demander en leur concours une nouvelle expertise qui pourra être faite, sur leur demande, jusqu'à la quatrième partie du nombre des écheveaux.

5. Dans le cas que cette nouvelle expertise aurait pour résultat d'établir qu'il y a eu irrégularité dans la confection des paquets, mais non pas un tentatif de fraude de la part de l'importateur (moyennant fausse indication du numéro, ou b'en du poids, toujours eu égard à la tolérance indiquée), la marchandise sera admise à l'entrée ou, au moins, elle pourra toujours être réexportée dans le délai maximum de 30 jours, sans être assujettie à des frais de magasinage.

Le délai susdit court à partir du jour où la douane aura notifié à l'intéressé le résultat de la nouvelle expertise.

6. Pour ce qui concerne les soies à coudre confectionnées en échevettes ou bobines pour la vente en détail, celles-ci devront porter l'indication, au choix des fabriquants, ou du poids ou bien de la longuer des fils dont elles sont composées. Cette indication pourra résulter soit par des étiquettes écrites à la main, soit par

des étiquettes imprimées appliquées à la marchandise au lieu de provenance.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905 / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO.

R. PETROFF.

DECLARATION E

Epizooties.

Pour ce qui a trait aux mesures de précaution contre l'importation et la propagation d'épizooties, les Hautes Parties contractantes ont arrêté que les sujets de chacune des Parties contractantes rempliront réciproquement dans les territoires de l'autre les mêmes obligations et auront les mêmes droits, faveurs et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir dans ces territoires, en matière de commerce des animaux, des peaux et autres produits bruts d'animaux, les propres nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée dans ce genre de commerce.

En ce qui concerne le commerce des animaux, des peaux et autres produits bruts ou résidus d'animanx, les Parties contractantes se mettront d'accord pour stipuler une convention spéciale de police vétérinaire.

Fait en double à Sofia, le 31 décembre 1905. / 13 janvier 1906.

FAUSTO CUCCHI BOASSO.

R. PETROFF.

Il numero* 569 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Vista la legge 27 aprile 1885, n. 3048 (serie 3ª) per l'esercizio delle reti Mediterranea, Adriatica e Sicula;

Vista la legge 22 aprile 1905, n. 137, che approva i provvedimenti per l'esercizio di Stato delle ferrovie, non concesse all'industria privata;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta dei Nostri ministri segretari di Stato pei lavori pubblici, per le finanze, per il tesoro, per l'agricoltura, industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È abolito il Consiglio delle tariffe, istituito con R. decreto del 24 gennaio 1886.

Sono istituiti in sua vece presso il Ministero dei lavori pubblici (Direzione generale delle ferrovie di Stato) un Consiglio generale del traffico e presso ciascuna compartimentale altrettante Commissioni compartimentali del traffico.

Art. 2.

Il Consiglio generale del traffico è chiamato a dare parere:

1° sulle proposte della Direzione generale per aumento o diminuzione dei prezzi delle tariffe ferroviarie;

2° sulle soppressioni di tariffe in vigore;

3° sulla istituzione di nuove tariffe a titolo di esperimento o sulla opportunità di mantenerle o di abolirle ad esperimento finito;

4° sulla nomenclatura e sulla classificazione delle merci;

5° sulla interpretazione delle condizioni stabilite pei trasporti ferroviari e sulle eventuali proposte di varianti alle medesime.

Il Consiglio inoltre, tenuto conto anche dei lavori delle Commissioni compartimentali, per incarico del ministro e del direttore generale o anche di propria iniziativa, studia i bisogni dell'agricoltura, dell'industria e del commercio, in rapporto alle tariffe, al movimento ferroviario ed agli orari generali e formula voti per soddisfarli.

Art. 3.

È obbligatorio sentire l'avviso del Consiglio generale del traffico nei casi previsti dai nn. 1, 2 e 3 dell'articolo precedente.

Art. 4.

Il Consiglio generale del traffico è presieduto dal ministro dei lavori pubblici ed in sua assenza dal direttore generale delle ferrovie dello Stato e si compone:

a) del direttore generale delle ferrovie dello Stato;

b) di tre funzionari superiori del Ministero dei lavori pubblici, di due funzionari superiori del Ministero di agricoltura, industria e commercio e di un funzionario per ciascuno dei Ministeri del tesoro, delle finanze, delle poste e telegrafi, della guerra e della marina che siano addetti a servizi collegati con quelli dei trasporti sulle ferrovie;

c) di tre funzionari superiori delle Ferrovie dello Stato, scelti dal Comitato di amministrazione;

d) di un membro da designarsi dal Consiglio di amministrazione delle ferrovie Reali Sarde, di un membro da designarsi dall'Associazione delle ferrovie d'interesse locale e di un altro dall'Associazione italiana delle tramvie;

e) di due rappresentanti designati dal Consiglio superiore del commercio e della industria e due designati dal Consiglio superiore di agricoltura fra i propri membri;

f) di sette membri scelti dal ministro dei lavori pubblici fra le persone che abbiano speciale competenza tecnica o legale in materia ferroviaria;

g) di due rappresentanti delle Compagnie di navigazione del Regno, scelti dal ministro dei lavori pubblici, d'accordo col ministro della marina.

Art. 5.

I membri del Consiglio generale del traffico, sono

nominati con decreto del ministro dei lavori pubblici.

Essi durano in carica quattro anni; scaduto il quadriennio, quelli delle categorie *B*), *C*) possono essere confermati; gli altri non possono essere rinominati che dopo due anni.

Art. 6.

Il Consiglio generale del traffico si riunirà normalmente una volta ogni trimestre e sarà convocato di volta in volta ad iniziativa del presidente, il quale potrà anche indire adunanze straordinarie quando siano da trattare speciali questioni urgenti.

Le sue votazioni saranno ritenute valide quando siano presenti almeno due terzi dei membri e la maggioranza dei suffragi corrisponda almeno al terzo del numero complessivo dei componenti il Consiglio. In caso di parità di voti, la prevalenza sarà data dal voto del presidente.

Art. 7.

In seno al Consiglio generale potranno essere elette Commissioni speciali, alle quali sarà deferito, sia dal presidente, sia dal Consiglio stesso, l'incarico di intraprendere studi speciali per riferirne poi le conclusioni.

Art. 8.

Presso la Direzione generale delle ferrovie dello Stato sarà costituito uno speciale Comitato permanente per l'esame o lo studio preliminare delle questioni da sottoporsi alle discussioni ed al voto delle riunioni plenarie.

Esso sarà formata da cinque membri eletti dal Consiglio generale tra i suoi componenti, due almeno dei quali appartenenti all'Amministrazione delle ferrovie dello Stato.

Art. 9.

Le Commissioni compartimentali del traffico sono chiamate a dar parere sulle tariffe, gli orari locali e i bisogni del traffico del compartimento.

Art. 10.

La Commissione compartimentale del traffico è convocata periodicamente ad intervalli di due mesi dal capo del compartimento che la presiede; potrà però anche essere convocata straordinariamente per l'esame di questioni urgenti.

Essa è composta, oltre che dal presidente:

a) da due funzionari della direzione compartimentale designati dal direttore generale;

b) da due rappresentanti locali della industria, del commercio e dell'agricoltura, eletti uno dalle Camere di commercio e l'altro dai Comizi agrari delle provincie che fanno parte del territorio servito dal compartimento;

c) da due membri scelti dal ministro dei lavori pubblici tra persone estranee al servizio, versate nella materia ferroviaria.

Art. 11.

Le Commissioni compartimentali emettono i loro pareri a maggioranza assoluta dei presenti e in caso di parità prevarrà quello che avrà ottenuta l'approvazione del presidente.

Art. 12.

I membri delle Commissioni compartimentali durano in carica due anni; quelli della categoria *A*) possono essere rinominati; quelli delle categorie *B*) e *C*) non possono essere rieletti o rinominati se non dopo un anno.

Art. 13.

I membri del Consiglio generale non appartenenti alle categorie *B*) e *C*) e quelli delle Commissioni compartimentali estranei all'Amministrazione ferroviaria non potranno essere sostituiti da supplenti.

Art. 14.

Le funzioni dei componenti il Consiglio generale del traffico e le Commissioni compartimentali sono gratuite.

I membri del Consiglio generale del traffico, che non risiedono nella capitale del Regno, hanno diritto, oltre al viaggio, ad una diaria di lire venti, e i componenti le Commissioni compartimentali che non risiedono nella città sede del compartimento ad una diaria di lire quindici.

Art. 15.

Con decreto del nostro ministro segretario di Stato pei lavori pubblici sarà approvato il regolamento pel funzionamento del Consiglio generale e delle Commissioni compartimentali del traffico.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 5 ottobre 1906.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
GIANTURCO.
MASSIMINI.
A. MAJORANA.
F. COCCO-ORTU.

Visto, *Il guardasigilli*: GALLO.

MINISTERO DELLA GUERRA

Ricompense al valor civile.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Medaglia d'argento.

Mantelli Giuseppe, da Reggio Calabria, soldato brigata ferrovieri del genio, n. 21042-21 matricola.

Scendeva, nonostante vari e infruttuosi tentativi di altri, in una fogna e, con manifesto rischio della vita, riusciva a trarre in salvo un caporal maggiore, che, colpito da gas mefitici, giaceva nel fondo, svenuto e in grave pericolo. — Torino, 7 marzo 1906.

Vignola Ernesto, da Avesa (Verona), id. 82 fanteria, n. 21060 id.

Calavasi, legato ad una fune, in un pozzo profondo 15 metri con due d'acqua, riuscendo, dopo non lievi sforzi e con grave rischio della vita per la debolezza della fune e la vetustà del parapetto, a trarre in salvo un fanciullo accidentalmente cadutovi. — Fano (Pesaro), 8 aprile 1906.

Capocasa Pasquale, da Popoli (Aquila), id. 7 artiglieria campagna, n. 12575-84 id.

Slanciavasi nelle acque del fiume Elsa traendo in salvo, con l'altrui aiuto, un soldato che stava per annegare. Nella circostanza corse grave rischio della vita, perchè il pericolante gli si era avvinghiato intorno al corpo, impedendogli i movimenti. — Poggibonsi (Siena), 29 giugno 1906.

Cardaci Francesco, da Valguarnera (Caltanissetta), brigadiere legione carabinieri Torino, n. 11550-31 matricola.

Di notte, riusciva, con l'altrui aiuto e con grave rischio della vita, a trarre in salvo parecchie persone che, bloccate dalle acque nelle loro case, per lo straripamento del torrente Varaita, correvano serio pericolo. — Villanova Solaro (Cuneo), 6 luglio 1906.

Medaglia di bronzo.

Viola Giuseppe, da Vizzini (Siracusa), vice brigadiere legione carabinieri Palermo, n. 8383-59 matricola.

Introducevasi, con rischio della vita, in un palazzo in parte crollato e in parte minacciante rovina, riuscendo a trarre in salvo due donne, che sarebbero miseramente perite, giacchè subito dopo crollava l'intero edificio. Palermo, 8 febbraio 1906.

La Rogo Nicola, sergente 1° genio, n. 14198-3 id.

Adoperavasi efficacemente, con rischio della vita, nelle opere di estinzione e d'isolamento di un incendio. Nella circostanza riportava alcune abrasioni e veniva colpito da incipiente asfissia — Seminara (Catanzaro), 16 marzo 1906.

Reglioni Attilio, da Villaminozzo (Reggio Emilia), soldato 12 bersaglieri, n. 13616 id.

Slanciavasi, con rischio della vita, alla testa di un cavallo che attaccato ad un carrozzino erasi dato a fuga precipitosa, riuscendo a fermarlo. Nella circostanza riportava contusioni al costato e una distorsione ad un braccio. — Brescia, 21 marzo 1906.

Martelli Pasquale, da Conselice (Ravenna), id. 6ª compagnia sanità, n. 12,013-8 id.

Gettavasi nelle acque del canale Reno, e, dopo gravi stenti e col concorso di altri riusciva a trarre in salvo una donna cadutavi che era stata dall'impetuosa corrente trascinata per oltre 130 metri. — Bologna, 3 aprile 1906.

Drighetto Sante, da Concordia Sagittaria (Venezia), caporale 4 genio, n. 16,055-51 id.

Gettavasi, vestito com'era, nelle acque di un canale profondo tre metri ed in forte corrente, riuscendo, dopo non pochi sforzi e con rischio della vita, a trarre in salvo un fanciullo in procinto di annegare. — Malamocco (Venezia), 10 aprile 1906.

Petella cav. Giuseppe, capitano legione carabinieri Napoli.

Accorse, con rischio della vita, sulle macerie del crollato mercato Monteoliveto, iniziando l'estrazione dei pericolanti e quindi cacciandosi sotto i rottami per assicurarsi che tutti i salvataggi fossero ultimati. — Napoli, 10 aprile 1906.

Paci Giovanni, da Limite (Firenze), caporale 2 genio, n. 11.865-84 id.

Gettavasi nelle acque del fiume Arno, in quel punto molto profonde, riuscendo a trarre a riva una bambina già cadavere, accidentalmente cadutavi. — Limite (Firenze), 11 aprile 1906.

Procopio Antonio, da San Carlo all'Arena (Napoli), soldato 2 id., n. 41,249-27 id.

Gettavasi, vestito com'era e senza conoscere il pericolo cui si esponeva, nell'acqua melmosa di un cunettone, ripieno per le recenti pioggie, traendo in salvo un bambino in procinto di annegare. — Casale Monferrato (Alessandria), 16 aprile 1906.

Podestà Luigi da Genova, soldato 5 fanteria, n. 23,890 matricola.

Tuffavasi nelle acque del fiume Pescara e riusciva, con rischio della vita e con l'altrui aiuto, a salvare una donna che vi era caduta e correva serio pericolo di annegare. — Pescara (Chieti), 24 aprile 1906.

Demontis Salvatore, da Sassari, carabiniere legione Milano, n. 887-17 matricola.

Slanciavasi alla testa di un cavallo, che attaccato ad una vettura erasi dato a precipitosa fuga verso un piazzale gremito di gente, e, quantunque gettato a terra e contuso, riusciva, con rischio della vita, a fermarlo prima che avvenissero disgrazie. — Milano, 29 aprile 1906.

Simionato Carlo, da Mira (Venezia), operaio avventizio panificio militare Padova.

Gettavasi, vestito com'era, nel fiume Bacchiglione, riuscendo, con rischio della vita per la rapida e vorticosa corrente, a trarre in salvo un bambino in pericolo d'annegare. — Padova, 10 giugno 1906.

De Angelis Ercole, da Rocca di Papa (Roma), vice brigadiere legione Roma, n. 3189-36 matricola.

Penetrava in una stalla invasa dalle fiamme, riuscendo, con rischio della vita, a trarre in salvo un vecchio che vi giaceva; adoperavasi inoltre nelle opere di estinzione ed isolamento del fuoco, riportando varie ustioni. — Civitavecchia (Roma) 1° luglio 1906.

Cossu Francesco, da Osilo (Sassari), carabiniere id. Torino, n. 5134-17 id. — Doglio Giuseppe, da Aversa (Caserta), id. id. Torino, n. 17,689-26 id. — Brunero Umberto, da San Maurizio (Torino), id. id. Torino, n. 20,322-41 id. — Raccasi Pietro, da Berceto (Parma), carabiniere aggiunto id. Torino, n. 12,653-7 id.

Di notte, coadiuvavano efficacemente, con rischio della vita, il loro brigadiere nel salvataggio di parecchie persone, che bloccate dalle acque nelle loro case per lo straripamento del torrente Varaita, correvano serio pericolo. — Villanova Solaro (Cuneo), 6 luglio 1906.

Attestato di pubblica benemerenza.

Determinazione del Ministero dell'interno
in data 21 ottobre 1906:

Marchi Emilio, da Villa Minozzo (Reggio Emilia), soldato reggimento cavalleggeri guide, n. 11,940 matricola.

Slanciavasi alla testa di un cavallo che, attaccato ad un carro, erasi dato alla fuga, e riusciva a fermarlo, evitando così possibili disgrazie — Brescia, 17 febbraio 1906.

Faccioli Eligio da Pavia, sergente 1° genio, n. 14853-54 id.

Slanciavasi alla testa di due cavalli, che attaccati ad una carrozza eransi dati a precipitosa fuga, e riusciva, dopo essere stato trascinato per 20 metri, a fermarli, evitando così possibili disgrazie — Pavia, 5 marzo 1906.

Pontillo Romualdo da Caserta, furiere maggiore 81 fanteria, numero 5400-26 id.

Penetrava da una finestra in una camera incendiata e, col concorso di altri, riusciva a trarre in salvo un vecchio già investito dalle fiamme — Macerata, 8 marzo 1906.

Gulotta Giacinto, caporale 1° genio, n. 13931-87 id. — Belardoni Filippo, soldato 1° id., n. 10154-35 id.

Si adoperavano efficacemente nelle opere di estinzione e di isolamento di un incendio. — Seminara (Catanzaro), 16 marzo 1906.

Ramorino cav. Stefano, colonnello comandante legione carabinieri Napoli.

Assumeva, nonostante i pericoli, la direzione dei salvataggi, dando prova di rara abnegazione, e concorreva altresì all'estrazione delle vittime, tra le rovine, in occasione del crollo della tettoia del mercato Monteoliveto. — Napoli, 10 aprile 1906.

Gloria cav. Giuseppe, tenente colonnello id. id. Napoli — Fontana cav. Vitolo, capitano id. id. Napoli — Serra Francesco, tenente id. id. Napoli — Mori Carlo, id. id. id. Napoli.

Iniziarono le opere di salvataggio nell'occasione del crollo della tettoia del mercato Monteoliveto, adoperandosi altresì allo scopo di rendere men gravi le conseguenze. — Napoli 10 aprile 1906.

D'Aulisio Garigliota Vincenzo, capitano commissario direzione commissariato militare Napoli — Zamparelli Alberto, sottotenente

di complemento 46 fanteria — Caruso Felice, brigadiere legione carabinieri Napoli — Menechino Francesco, vice brigadiere id. id. Napoli — Bondioli Augusto, id. id. id. Napoli — Nino Pasquale, appuntato id. id. Napoli — Scognamiglio Francesco, carabiniere id. Napoli — Cuomo Francesco, id. id. Napoli — Santaniello Ferdinando, id. id. Napoli — Ortenzi Alfredo, id. id. Napoli — D'Alessandro Raffaele, id. id. Napoli.

Si adoperarono efficacemente nelle opere di salvataggio di persone pericolanti fra le macerie della crollata tettoia del mercato Monteoliveto. — Napoli, 10 aprile 1906.

Di Donna Tommaso, operaio di 1ª classe, magazzino centrale militare Napoli.

Si adoperava efficacemente nelle opere di salvataggio di persone pericolanti fra le macerie della crollata tettoia del mercato di Monteoliveto, e nella rimozione delle macerie stesse. — Napoli, 10 aprile 1906.

Umbertini Benvenuto, da Roccalbegna (Grosseto), carabiniere legione Firenze, n. 9004-12 matricola — Gritti Emilio, da Torre Boldone (Bergamo), carabiniere aggiunto id. Firenze, n. 14201-42 id.

Si slanciavano alla testa di un cavallo, che, attaccato ad un veicolo, erasi dato alla fuga, investendo un ciclista ed un cantoniere, e riuscivano a fermarlo, evitando così ulteriori disgrazie. — Brozzi (Firenze), 14 aprile 1906.

Bonatelli Eugenio, da Chiari (Brescia), furiere 12 bersaglieri, n. 10,492 id.

Slanciavasi alla testa di un cavallo, che, attaccato ad un carretto sul quale stavano due persone e tre bambini, erasi dato alla fuga, riusciva a fermarlo, evitando possibili disgrazie, e riportava una contusione alla mano destra. — Brescia, 16 aprile 1906.

Immordino Rosario, da Villalba (Caltanissetta), soldato 5 fanteria, n. 14,020 id.

Coadiuvava un suo commilitone nel salvataggio di una donna, che era caduta nel fiume Pescara e correva pericolo di annegare. — Pescara (Chieti), 24 aprile 1906.

Molteni Luigi, da Varedo (Milano), id. 4ª compagnia sussistenza, n. 9050 id.

Affrontava e riusciva a fermare un cavallo in fuga, evitando così eventuali disgrazie. — Piacenza, 29 aprile 1906.

Guttadauro Andrea, da Bagheria (Palermo), carabiniere legione Palermo, n. 5790-33 matricola, affrontava e riusciva a fermare un cavallo, che, attaccato ad una vettura, erasi dato alla fuga con pericolo dei passanti. — Catania, 29 maggio 1906.

Villanacci Carmine, da Mores (Sassari), brigadiere legione carabinieri Cagliari, n. 14-25, id., Affrontava e riusciva a fermare un cavallo, che, attaccato ad un carro, erasi dato alla fuga con pericolo pei passanti e per le persone che trovavansi sul carro stesso. — Sarrok (Cagliari), 17 giugno 1906.

Bozza Domenico, da Calitri (Avellino), maggiore 8 fanteria, affrontava e riusciva a fermare due cavalli, che, attaccati ad una vettura eransi dati alla fuga con pericolo pei passanti. — Nocera Inferiore (Salerno), 25 giugno 1906.

Bongiovanni Luigi, da Siena, tenente 1° artiglieria campagna, affrontava e riusciva a fermare un cavallo, che, attaccato ad un carro erasi dato alla fuga, con serio pericolo pel conducente e per i passanti. — Pistoia (Firenze), 25 giugno 1906.

A coloro che si distinsero in occasione dei terremoti delle Calabrie.

(settembre-dicembre 1905).

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Commutazione di attestato di pubblica benemerenza concesso con determinazione del ministero dell'interno in data 27 maggio 1906.

Medaglia di bronzo.

Rovatti Emilio, tenente 21 fanteria — Simondetti Camilio, id. 21 id. — Mugellini Enrico, sottotenente 21 id., cooperarono, con rischio della vita, al salvataggio di persone pericolanti fra le macerie. — Monteleone Calabro (Catanzaro), 8 settembre 1905.

Attestato di pubblica benemerenza.

Determinazione del Ministero dell'interno

in data 21 ottobre 1906:

Silvestri Lamberto, tenente 52 fanteria.

Adoperavasi efficacemente nel soccorrere pericolanti. — Parghelia (Catanzaro), dall'8 settembre al 27 ottobre 1905).

Pastine Gio Battista, id. 1° genio.

Dirigeva e si adoperava nei lavori di assicurazione di alcuni fabbricati minaccianti rovina. — San Pier Fedele (Reggio Calabria), dall'11 al 29 settembre 1905.

Antonnicola Vincenzo, id. 2 id.

Adoperavasi nelle opere di demolizione e puntellamento di case minaccianti rovina. — Dal 12 settembre al 5 dicembre 1905.

Ganassini Oddone, capitano 1° id.

Dirigeva e si prestava nei pericolosi lavori di demolizione e puntellamento di fabbricati danneggiati. — Martirano (Catanzaro). dal 14 al 20 settembre 1905.

Boggio Gilot Enrico, tenente 2 id.

Dirigeva e si adoperava nei lavori di demolizione di case minaccianti rovina; e concorreva allo spegnimento di un incendio. — Martirano (Catanzaro), dal 14 al 30 settembre 1905. — Nocera Tirinese (Catanzaro), 7 dicembre 1905.

Lanfranco Michele, id. 7 alpini.

Dirigeva e si prestava nei difficili e pericolosi lavori di demolizione e puntellamento di edifici minaccianti rovina. — Serrastretta (Catanzaro), dal 15 settembre a tutto novembre 1905.

Campesato Augusto, id. 6 id.

Dirigeva in persona, molti e pericolosi lavori di puntellamento di case. — Francavilla Angitola (Catanzaro), dal 21 settembre al 1° dicembre 1905.

Arbarello Vincenzo, id. 2 id.

Dirigeva personalmente molti e pericolosi lavori di puntellamento e demolizione di case minaccianti rovina. — Polia e frazioni (Salerno), dal 21 settembre al 4 dicembre 1905.

Tessore Giuseppe, id. 6 id.

Dirigeva e si adoperava efficacemente nei difficili lavori di puntellamento e demolizione di fabbricati minaccianti rovina — Nocera Tirinese (Catanzaro), dal 26 settembre all'11 novembre 1905.

Casali Emilio, id. 1 id.

Si distinse per la solerte personale direzione di pericolosi lavori di puntellamento e demolizione di case minaccianti rovina. — Rose e Castiglione Cosentino (Cosenza), settembre, ottobre e novembre 1905.

Cantafora Nicolino, capitano medico ospedale militare Catanzaro.

Prestava l'opera sua agli ammalati e si distingueva inoltre in occasione d'incendio sviluppatosi in Olivadi. — Olivadi e Centraghi (Catanzaro), settembre 1905.

Dogliani Enrico, tenente 41 fanteria.

Si adoperava nel ristabilire l'ordine pubblico turbato in un comune delle Calabrie danneggiato dal terremoto, e nel soccorrere i pericolanti. — Il 30 ottobre 1905.

Rubelli Egidio, capitano 5 genio.

Adoperavasi con perseveranza nella personale direzione di molte e pericolose demolizioni e puntellamenti di case minaccianti rovina. — Bisignano (Cosenza), ottobre e novembre 1905.

A coloro che si distinsero in occasione dell'eruzione del Vesuvio. (aprile-maggio 1906).

Medaglia d' oro.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Monda Gaetano, brigadiere legione carabinieri Napoli.

Poneva in serio ed evidente rischio la vita mentre la popolazione atterrita fuggiva, accorrendo sotto la terribile pioggia di grosso lapillo, dove il pericolo era maggiore e riuscendo così a trarre in salvo parecchie persone sepolte dalle macerie di case crollate; provvedeva inoltre a condurre in luogo sicuro i detenuti rinchiusi nel carcere, che stava per rovinare. — Ottajano (Napoli), 8 aprile 1906.

Medaglia d' argento.

Avolio De Martino Francesco, tenente 8 fanteria — Cappiello Giuseppe, sottotenente complemento fanteria.

Salivano, nonostante la caduta di lapillo, con serio rischio della vita, al 2° piano di una casa pericolante, riuscendo, con l'altrui aiuto, a trarre in salvo due donne ed un vecchio infermo, che senza il pronto soccorso sarebbero periti. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 aprile 1906.

D'Ambolo Sabato, caporale maggiore 8 fanteria.

Saliva, con serio rischio della vita, al 2° piano di una casa pericolante e coadiuvava efficacemente due suoi superiori nel salvataggio di due donne ed un vecchio infermo, che senza il pronto soccorso sarebbero periti. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 aprile 1906.

Granafei di Serranova Ugo, tenente reggimento lancieri di Aosta.

Adoperavasi, con grave rischio della vita, sotto l'incessante pioggia di grosso lapillo e dove maggiore era il pericolo, nelle opere di salvataggio, riuscendo così d'esempio ai suoi dipendenti. — Ottajano (Napoli), 8 aprile 1906.

Vaccari Goffredo, sottotenente id. id. id.

Adoperavasi, sebbene ferito alla testa, con grave rischio della vita, sotto l'incessante pioggia di grosso lapillo e dove maggiore era il pericolo, nelle opere di salvataggio, riuscendo così d' esempio ai suoi dipendenti. — Ottajano (Napoli), 4 aprile 1906.

Brignoletti Sperandio, carabiniere legione Napoli — Beatrice Domenico, id. id. Napoli — Olivieri Filippo, id. id. Napoli — Vettorazzo Giuseppe, carabiniere aggiunto id. Napoli.

Cooperavano efficacemente, con grave rischio della vita, il proprio brigadiere nelle opere di salvataggio di persone sepolte sotto le macerie e di altre in pericolo, nonostante la continua pioggia di grosso lapillo. — Ottajano (Napoli), 8 aprile 1906.

Tornavasio Domenico, appuntato reggimento lancieri di Aosta — Villani Luigi, zappatore id. id. id.

Riuscivano, con evidente pericolo di vita, a trarre in salvo una donna sepolta sotto le macerie di una casa in parte crollata e che dopo rovinava interamente. — Ottajano (Napoli), 8 aprile 1906.

Lamonica Gaetano, brigadiere legione Napoli.

Traeva in salvo, con grave rischio della vita e coll' altrui aiuto, una vecchia sorda e cieca, e quindi un' altra donna molto attempata, entrambe in serio pericolo nelle loro abitazioni circondate dalla lava. — Boscotrecase (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Pellino Francesco, carabiniere legione Napoli.

Coadiuvava, con grave rischio della vita, il proprio comandante di stazione, nel salvataggio di una vecchia sorda e cieca in pericolo in una casa circondata dalla lava. — Boscotrecase (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Gentili Amerigo, soldato reggimento lancieri di Aosta.

Facevasi calare mediante fune dalla terrazza nell'interno di una casa e riusciva, con manifesto rischio della vita, a trarre in salvo una donna e due bambini pericolanti sotto le macerie della casa stessa in parte crollata. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 9 aprile 1906.

Guazzini Antonio, id. 2 genio.

Incaricato, insieme con altri tre soldati, di portare viveri all'osservatorio vesuviano e venendo sorpreso per via da un turbine di cenere e di gas asfissianti, mentre i tre compagni preferirono tornare indietro, egli proseguì, nonostante la profonda oscurità, la sua strada, raggiungendo alfine l'osservatorio coi viveri affidatigli. — Osservatorio vesuviano (Napoli), nella notte dal 19 al 20 aprile 1906.

Migliardi Antonino, brigadiere legione carabinieri Napoli.

Rimaneva, con grave rischio della vita, al suo posto di comandante della stazione carabinieri Reali dell' osservatorio vesuviano, tenendo alto il morale dei suoi dipendenti. — Osservatorio vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Pietropavolo Alessandro, capitano stabilimenti militari di pena.

Penetrava, con serio rischio della vita e nonostante l'oscurità in una casa invasa da una corrente di fango e prossima a rovinare, e riusciva con l'altrui aiuto, a trarre in salvo le persone che vi erano rimaste. — Resina (Napoli), nella notte dal 17 al 18 maggio 1906.

Migliardi Antonino, brigadiere legione carabinieri Napoli.

Saliva arditamente al 1° piano di una casa in parte crollata e circondata da una fiumana di fango, e riusciva, con manifesto rischio della vita e con l'altrui aiuto, a trarre in salvo due donne ed una bambina in procinto di perire. — San Sebastiano al Vesuvio (Napoli), 21 maggio 1906.

Medaglia di bronzo.

Loffredo Gennaro, sottotenente complemento fanteria, distretto Napoli, in congedo.

Per essersi subito adoperato, all'inizio dell'eruzione, nonostante si trovasse in quei luoghi per affari privati, a sollievo della popolazione e, appena giunte le prime truppe, per aver assunto servizio, adoperandosi attivamente ed efficacemente nei pericolosi lavori; e per essersi distinto anche durante le alluvioni del maggio seguente. — Pollena (Napoli), 8 aprile 1906.

De Maria Francesco, brigadiere legione carabinieri Napoli.

Si adoperava efficacemente e con rischio della vita, nonostante l'incessante pioggia di lapillo, nelle opere di salvataggio di persone sepolte sotto le macerie di case rovinate, e nel soccorrere la popolazione atterrita e fuggente. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 aprile 1906.

Evangelista Gaetano, carabiniere legione Napoli — D'Avella Leopoldo, id. id. Napoli — Puzio Giovanni, id. id. Napoli — Vaglianti Davide, id. aggiunto id. Napoli.

Coadiuvavano, incuranti del pericolo, sotto la continua pioggia di lapillo, il loro comandante di stazione nelle opere di salvataggio di persone rimaste sepolte sotto le macerie d case crollate. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 aprile 1906.

Guernelli Domenico, carabiniere legione Napoli.

Riusciva, con rischio della vita, a trarre in salvo una donna rimasta sepolta sotto le macerie di una casa in parte crollata. — Ottaiano (Napoli), 8 aprile 1906.

Morese Pasquale, tenente 8 fanteria — Cappellaro Silvio, caporale maggiore 8 id. — Del Grosso Gino, soldato 8 id. — Manzini Giuseppe, id. 8 id.

Si adoperavano efficacemente, con rischio della vita, nel salvataggio delle persone rimaste sepolte sotto le macerie di una chiesa crollata. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Marchettini Leopoldo, tenente legione carabinieri Napoli.

Dirigeva, con rischio della vita, le opere di salvataggio dei suoi dipendenti e riusciva a condurre a termine il trasporto

in luogo sicuro di 24 detenuti, iniziato da un brigadiere. — Ottajano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906

Verrilli Giuseppe, sottotenente 8 fanteria.

Si adoperava animosamente, con rischio della vita, a salvare persone rimaste sepolte sotto le macerie di case crollate — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Rota Nicolò, furiere reggimento lancieri d'Aosta.

Si adoperava efficacemente, con rischio della vita, nelle opere di salvataggio. — Ottajano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Ramus Paolo, capitano 12 fanteria — Falcocchio Silverio, tenente aiutante maggiore 12 id. — Curzio Gennaro, tenente 12 id.

Dirigevano attivamente, fra pericoli continui, le opere di salvataggio di persone sepolte sotto le macerie di case crollate. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 9 aprile 1906.

Russo Rodolfo, capitano 45 id.

Dirigeva e si adoperava nei lavori di diseppellimento di un vecchio rimasto sotto le macerie della propria casa in parte crollata. Il vecchio veniva estratto, ma già cadavere, dopo due ore di febbrile lavoro. — Somma Vesuviana (Napoli), 13 aprile 1906.

Stella Umberto, sottotenente di complemento genio. distretto Chieti.

Essendo rimasto investito da un turbine di cenere e di gas asfissianti mentre comandava un drappello di soldati in soccorso dell'osservatorio vesuviano, seppe con l'esempio mantenere la calma fra i suoi dipendenti e preservarli, con opportuni provvedimenti, da disgrazie. — Napoli, nella notte dal 19 al 20 aprile 1906.

Bompan Lodovico, caporale maggiore 41 fanteria.

Riusciva, con pericolo della vita, a trarre in salvo due bambini, che stavano per essere travolti da una corrente di fango. — Somma Vesuviana (Napoli), 27 aprile 1906.

Varletti Luigi, soldato 27 id.

Riusciva, con rischio della vita, a trarre in salvo una donna ed un bambino, che stavano per essere travolti da una corrente di fango. — Ottajano (Napoli), 27 aprile 1906.

Pollini Enrico, capitano 2 genio — Campini Domenico, tenente 2 id.

Dirigevano, nonostante il pericolo della vita, i lavori di demolizione e di puntellamento di case minaccianti rovina. — Ottajano (Napoli), nell'aprile 1906.

Ciarrocchi Alessandro, tenente 1 id. — Verduzio Rodolfo, id. 1 id. — Milone Catello, id. 2 id. — Bertè Eugenio, sottotenente 2 id.

Cooperavano, con rischio della vita, alla direzione dei lavori di demolizione e di puntellamento di case minaccianti rovina. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Piccinelli Luigi, sergente 1 id. — Remondino Remigio, id. 2 id. — Cuggiani Pasquale, caporale maggiore 1 id.

Si distinsero in modo speciale, con rischio della vita, nei lavori di demolizione e puntellamento di case minaccianti rovina. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Brandoli Guido, caporale maggiore 2 genio — Peruzzi Gino, soldato 2 id.

Si adoperavano, con rischio della vita, nelle opere di demolizione e di puntellamento di case minaccianti rovina. — Ottajano (Napoli), nell'aprile 1906.

Manfredini Omobono, appuntato legione carabinieri Napoli.

Rimase al suo posto nell'osservatorio Vesuviano, nonostante i continui pericoli, sapendo altresì efficacemente coadiuvare il suo brigadiere nel tenere alto il morale dei dipendenti. — Osservatorio Vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Risi Ettore, carabiniere legione Napoli — Vitale Gennaro, id. id. Napoli — Dell'Uomo Vincenzo, id. id. Napoli — Corbisiero Antonio, id. id. Napoli — Stella Pietro, carabiniere aggiunto id. Napoli.

Di servizio all'osservatorio Vesuviano mantennero un contegno lodevolissimo, rimanendo al loro posto, non curando i continui pericoli che loro sovrastavano. — Osservatorio Vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Riviello Achille, maresciallo legione carabinieri Napoli.

Poneva a rischio la propria vita nella ricerca, malgrado l'oscurità, di due individui travolti nella caduta di una casa colonica, causata da un'alluvione di fango e riusciva, dopo lunghe fatiche, a trovarne uno già cadavere. — Resina (Napoli), nella notte dal 17 al 18 maggio 1906.

Pistillo Giovanni, vice brigadiere id. id. Napoli.

Penetrava in una casa invasa da una corrente di fango e riusciva, con rischio della vita, a trarre in salvo una donna in grave pericolo. — Resina (Napoli), 18 maggio 1906.

Merolli Oreste, id. id. id. Napoli — Sincero Giorgio, carabiniere id. Napoli — Vitale Gennaro, id. id. Napoli.

Traversavano una imponente fiumana fangosa e cooperavano, con rischio della vita, al salvataggio di due persone, che, bloccate nelle loro case, stavano per perire. Si adoperavano altresì in consecutive opere di salvataggio. — San Sebastiano al Vesuvio (Napoli), 21 maggio 1906.

Bisogni Diofebo, vice brigadiere legione carabinieri Napoli — Lantella Rosario, carabiniere id. Napoli.

Penetravano, con rischio della vita, nonostante l'avanzarsi di una fiumana di fango, in due case minaccianti rovina, e riuscivano a trarre in salvo, con l'altrui aiuto, parecchie persone in imminente pericolo di soccombere. — San Sebastiano al Vesuvio (Napoli), 21 maggio 1906.

Attestato di pubblica benemerenza.

Determinazione del Ministero dell'interno in data 21 ottobre 1906:

Garzi Aristide, sottotenente 45 fanteria.

Incitava, con l'esempio, i propri dipendenti nonostante la fitta pioggia di lapillo, nei lavori di sgombero di materiali vulcanici dalle case minaccianti rovina. — Somma Vesuviana (Napoli), 8 aprile 1906.

Pasquino Antonio, sergente 45 fanteria — Poli Dino, caporale maggiore 45 id. — Borzellino Calogero, caporale 46 id.

Si adoperavano con ardimento ed attività, nelle opere di sgombero dei materiali vulcanici dalle case minaccianti rovina. — Somma Vesuviana (Napoli), 8 aprile 1906.

Campagna Salvatore, maresciallo 12 fanteria — De Pasquale Vincenzo, furiere 8 id.

Si adoperavano amorosamente nel salvataggio di persone rimaste sepolte sotto le macerie di case crollate. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 aprile 1906.

Bernardi Cleto, carabiniere legione Napoli.

Coadiuvò efficacemente un compagno nel salvataggio di una donna rimasta sepolta sotto le macerie di una casa crollata. — Ottajano (Napoli), 8 aprile 1906.

Varini Vito, capitano 8 fanteria.

Iniziò, noncurante della pioggia di lapillo, i lavori di salvataggio che fu costretto a sospendere a causa dell'oscurità, riuscendo però a mantenere la calma fra gli abitanti terrorizzati. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Gardonio Pietro, caporale maggiore 8 fanteria — Chilleri Egidio, caporale 8 id. — Banci Alfiero, soldato 8 id. — Saccomano Giuseppe, id. 8 id.

Si adoperavano animosamente nel salvataggio di persone rimaste sepolte sotto le macerie di case crollate. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Dell'Amore Giuseppe, sergente reggimento lancieri di Aosta — Zacari Giuseppe, id. id. id. — Tacconelli Settimio, caporale id. id. — Martini Riccardo, id. id. id. — Cenitiempo Luigi, id. id id. — Bacocco Settimio, appuntato id. id. — Campanini Ferdinando, trombettiere id. id. — Vanzetti Federico, id. id. id. — Mangiabene Giocondo, id. id. id. — Racca Giovanni, id. id. id. — Vivioli Sisto, soldato id. id. — Ceccarelli Audisio, ser-

gente lancieri Aosta — Schiavoni Giacomo, id. id. id. — Bocchini Marello, id. id. id. — Palmieri Luciano, id. id. id. — Salsi Ugo, id. id. id. — Carlini Alfonso, id. id. id. — Lusso Damiano, id. id. id. — Audisio Armando, id. id. id. — Pagliarone Domenico, id. id. id. — Di Nasso Domenico, id. id. id. — Mazzei Giuseppe, id. id. id. — Baldini Everardo, id. id. id. — Spagnolo Calogero, id. id. id. — Polidori Remigio, id. id. id. — Puri Ugo, id. id. id. — Martinelli Giulio, id. id. id.

Si adoperavano con energia ed ardimento in soccorso della popolazione tanto duramente colpita. — Ottajano (Napoli), 8 e 9 aprile 1906.

Balbi Pietro, capitano 12 fanteria.

Si adoperò efficacemente nella direzione dei lavori pei primi soccorsi alla popolazione e per lo sgombero della cenere. — Terzigno (Napoli), 18 aprile 1906.

Parisi Luigi, tenente 12 id.

Si distinse nel soccorrere, nei momenti più pericolosi, la popolazione terrorizzata. — Terzigno (Napoli), dall'8 al 18 aprile 1906.

Caristia Vincenzo, furier maggiore 12 id.

Dirigeva attivamente le opere di salvataggio di persone sepolte sotto le macerie di case crollate — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 9 aprile 1906.

Gonnella Felice, sergente 12 fanteria — Caputo Mauro sergente allievo ufficiale 12 id. — Galeazzi Enrico, caporal maggiore 12 id. — Carraro Angelo, zappatore 12 id. — Omezzoli Arturo, soldato 12 id. — Romanoni Giuseppe, id. 12 id. — Saurati Giuseppe, id. 12 id.

Si adoperavano animosamente nel salvataggio di persone rimaste sepolte sotto le macerie di case crollate. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 9 aprile 1906.

Richard Ottavio, tenente 11 fanteria — Tallarico Michele, id. 12 id.

Si distinsero nel soccorrere, nei momenti più pericolosi, la popolazione bisognosa di aiuto. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), 9-19 aprile 1906

Anselmi Paolo, soldato 1° genio — Alunni Mariano, id. 1° id. — Gioè Giovanni, id. 1° id. — Paccosi Alfredo, id. 1° id.

Si adoperavano efficacemente nei lavori di puntellamento e di demolizione di case minaccianti rovina. — Piazzolla (Napoli), dall'11 al 15 aprile 1906.

Basilico Antonio, vice brigadiere legione carabinieri Napoli — Brero Vincenzo, caporal maggiore 45 fanteria.

Si distinsero per attività ed ardimento nelle opere di salvataggio di un vecchio, rimasto sepolto sotto le macerie della propria abitazione in parte crollata. — Somma Vesuviana (Napoli), 13 aprile 1906.

Andreis Zeno, capitano 2 genio.

Dirigeva, senza curarsi del pericolo, i lavori di demolizione e di puntellamento di case pericolanti. — Piazzolla (Napoli), dal 14 al 19 aprile 1906.

Carpintori cav. Paolo, id. 1° id.

Dirigeva i lavori di puntellamento e di demolizione di case minaccianti rovina, offrendo nobile esempio ai suoi dipendenti, e riuscendo a limitare il danno subito da molte famiglie. — San Gennaro di Palma e Piazzolla (Napoli), nell'aprile 1906.

Angelini Matteo, id. 1° id.

Dava vigoroso impulso ai suoi dipendenti occupati nei lavori di demolizione e di puntellamento delle case minaccianti rovina, evitando così danni maggiori. — Ottaiano (Napoli), nell'aprile 1906.

Orlandini Enrico, id. 3 id.

Dava prova evidente d'abnegazione nel dirigere l'opera dei propri dipendenti in lavori pericolosi. — Ottajano (Napoli), nell'aprile 1906.

Massarelli Manfredo, tenente 10 artiglieria campagna — Pucci Luigi, id. 10 id. id.

Davano prova di carità e zelo non comune, adoperandosi efficacemente al trasporto di malati, ed al seppellimento dei cadaveri in condizioni pericolose. — Ottajano e San Giuseppe Vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Imperiali Saverio, carabiniere legione Napoli.

Si distingueva nei lavori di estrazione e seppellimento di cadaveri rimasti sotto le macerie di una chiesa crollata. — San Giuseppe Vesuviano (Napoli), nell'aprile 1906.

Pompeo Pietro, id. id. Napoli.

Cooperava al salvataggio di una vecchia in imminente pericolo di perire in un pianterreno di una casa, circondata da una fiumana fangosa. — San Sebastiano al Vesuvio (Napoli), 21 maggio 1906.

De Bernardis cav. Nicola, maggiore 46 fanteria.

Dava prova di molta arditezza nelle operazioni di salvataggio di persone travolte da una corrente di fango. Riuscì altresì, in Portici, esempio di serenità e di calma alla popolazione terrorizzata. — Resina (Napoli), nel maggio 1906.

ORDINE DEL GIORNO

10 novembre 1906.

A nome del Governo tributo encomio solenne ai seguenti ufficiali, sottufficiali e soldati, che, nei terremoti della Calabria e durante l'eruzione del Vesuvio, nei pericoli e nell'incertezza dell'ora, diedero, con abnegazione, prova di quelle virtù civili, che traggono vita e presidio dal sentimento costante del dovere:

Terremoti della Calabria (1).

(settembre-dicembre 1905)

Lamberti nobile di Colle cav. Mario, tenente generale comandante XI corpo d'armata.

Valcamonica cav. Pio, id. comandante divisione militare Catanzaro.

Porpora cav. Francesco, maggiore generale comandante brigata Messina.

Bompiani cav. Giorgio, id. id. id. Cremona.

Ferrario cav. Antonio, id. id. id. Alpi.

Angelotti cav. Cleto, colonnello capo di stato maggiore XI corpo d'armata.

Barberis cav. Giuseppe, id. legione carabinieri Bari.

Raspi cav. Alessandro, colonnello comandante 94 fanteria.

Torelli cav. Alfonso, id. id. 51 id.

Palopoli cav. Pasquale, id. id. 21 id.

Gentile cav. Antonio, id. del genio sottodirezione genio Catanzaro.

Ravelli cav. Agostino, tenente colonnello capo di stato maggiore divisione militare Catanzaro.

Buffa cav Giovanni Battista, id. 7 fanteria.

Trombi conte Ferruccio, id. 23 id.

Angeloni cav. Ariosto, tenente colonnello 93 fanteria — Scoti cav. Oreste, id. 94 id. — Stefani cav. Amilcare, id. 2 genio — Cavalli cav. Emanuele, maggiore legione carabinieri Bari — Rizza cav. Sebastiano, id. 52 fanteria — Luna cav. Giuseppe, id. 94 id. — Cacace cav. Carlo, id. 12 id. — Maggi cav. Arturo, id. 21 id. — Gei cav. Giacomo, id. 94 id. — Cantelmo cav. Crisostomo, id. 51 id. — Roversi cav. Masaniello, id. 9 bersaglieri — Cassoli cav. Arturo, id. 94 fanteria — Battioli cav. Felice, id. 51 id. — Montanari cav. Carlo, id. 51 id. — Corapi cav. Rocco, id. 21 id. — Vessichelli cav. Gaetano, id. 1° genio — Pampinoni cav. Luigi, id. 1° id. — Dallolio cav. Serafino, id. 2 id. — Guglielmotti Emilio, capitano stato maggiore comando Corpo — Berardi Gustavo, id. id. divisione militare Catanzaro — Porta Paolo, id. legione carabinieri Bari — Fradeani Ettore, id. id. Bari — Bosio Aronne, id. aiutante campo brigata Messina — Martini Gia-

(1) Questi encomi vengono dati a compimento di quelli già tributati ad altri ufficiali, sottufficiali e soldati, che del pari si distinsero durante i terremoti della Calabria, encomi che vengono loro confermati.

como, capitano 7 fanteria — Abignente nob. Giuseppe, id. 12 id. — Mandrini Giuseppe, id. aiutante campo brigata Cremona — Saglio Tommaso, id. 51 fanteria — Sciumbata Emilio, id. 94 id. — Del Bono Giulio, id. 22 id. — Toti Federico, id. 84 id. — Oxilia Felice, id. 21 id. — Carpinteri Paolo, id. 1° genio.

Saija Moleti cav. Giuseppe, capitano direzione genio Messina — Galli Costantino, id. 2 genio — Barlaro Vincenzo, id. direrezione genio Spezia — Geloso Ernesto, id. 1° genio — Boyancè Amilcare, id. 4 id. — Ambrosini Giuseppe, id. 2 id. — Romeo Francesco, capitano medico 52 fanteria — Bonomo Nicolino, id. direzione sanità XI corpo armata — Santelia Gaetano, tenente legione carabinieri Bari — Iovine Alfredo, id. id. id. Bari — Malchiodi Albodi Dario, id. id. id. Bari — Ragnisco Oscar, id. id. id. Bari — Bacoon Vittorio, id. 4 alpini — Bosatta Ugo, id. 4 id. — Bonacci Gabriele, id. 7 fanteria — Testa Fochi Ernesto, id. 3 alpini — Falletti Ettore, id. 3 id. — Gallina Augusto, id. 63 fanteria — Leo Ferruccio, id. 93 id. — Trinchieri Giulio, id. 5 alpini — Barbieri Enrico, id. 5 id. — Gigliarelli Ugo, id. 21 fanteria — Pallotta Girolamo, id. 3 artiglieria costa — Prestamburgo Mario, id. 1° genio — De Nava Vincenzo, id. 2 id. — Cavandoli Mario, id. 1° id. — Barbieri Edoardo, ragioniere geometra direzione genio Roma — Costa Francesco, id. id. id. Roma — Carmeli Luigi, id. 2 genio — Galli Dante, id. 4 id. — Celi Gaetano, id. sottodirezione autonoma genio Catanzaro.

Eruzione del Vesuvio.

(aprile-maggio 1906).

S. A. R. Emanuele Filiberto di Savoia duca di Aosta. tenente generale comandante X corpo armata.

Tarditi cav. Cesare, id. id. divisione militare Napoli.

Canera nob. dei conti di Salasco cav. Vittorio, id. id. Salerno.

Martinelli Michele, maggiore generale id. brigata Brescia.

De Chaurand de Saint Eustache cav. Felice, id. id. di Reggio.

Buonini cav. Icilio, colonnello id. 45 fanteria.

San Martino d'Agliè, cav. Oberto, id. artiglieria, primo aiutante di campo di S. A. R. il duca d'Aosta.

Magnaghi cav. Ambrogio, colonnello commissario direttore commissariato X corpo armata.

De Gennaro cav. Francesco, tenente colonnello capo di stato maggiore divisione militare Napoli.

Cesena cav. Carlo, id. 12 fanteria.

Orgera cav. Aurelio, id. 20 id.

Zaccone cav. Vittorio, maggiore stato maggiore addetto comando X corpo armata.

Bozza cav. Domenico. id. 8 fanteria.

Danioni Enrico, capitano stato maggiore addetto divisione militare Salerno.

Amantea Luigi, id. id. X corpo d'armata.

Fontana Vitolo, id. legione carabinieri Napoli.

Nappi Raffaele, capitano legione carabinieri, Napoli.

Pescara-Diano Stefano, id. aiutante campo brigata Brescia.

Guala Ernesto, id. 12 fanteria.

Pagliarini Pietro, id. aiutante campo brigata Reggio.

Petitti Eugenio, id. 8 fanteria.

Durini nob. dei baroni di Bolognano Filippo, id. artiglieria, ufficiale ordinanza di S. A. R. il duca d'Aosta.

Aiazzi Raffaele, capitano commissario direzione commissariato X corpo armata.

Arango-Regueral cav. Gaetano, id. id. X id.

Leone Leopoldo, tenente 8 fanteria.

Pagliano Gastone, id. reggimento lancieri Vittorio Emanuele II, ufficiale ordinanza comandante divisione militare Napoli.

Palumbo Tommaso, sottotenente medico di complemento 19 fanteria. — Falvo Francesco, furiere 8 id. — Lonardi Pietro, caporale 2 genio. — Luongo Vincenzo, trombettiere 2 id. — Forni Giuseppe, soldato 2 id. — Rossi Giulio, id. 2 id. — Squillari Giulio, soldato 2 id. — Cornacchia Antonio, id. 2 id. — Alari Luigi, id. 2 id.. — Baldazzi Giuseppe. id. 2 id. — Pozzi Giuseppe, id. 2 id. — Giovanelli Sestilio, id. 2 id. — Sillano Pietro, id. 2 id. — Baldanzini Carlo, id. 2 id. — Morigi Ulisse, id. 2 id. — Argelli Luigi, id. 2 id. — Spada Rodolfo, id. 2 id. — Campanini Giuseppe, id. 3 id. — Ricci Galileo, id. 2 id. — Guarnaschelli Francesco, id. 2 id. — Ventrucci Pietro. id. 2 id. — Rossi Luigi, id. 2 id. — Sigalini Francesco, id. 2 id.

Il ministro

VIGANO'.

Questo solenne encomio verrà annotato nelle carte personali de gli ufficiali e nel foglio matricolare dei militari di truppa encomiati; a questi ultimi inoltre sarà dai rispettivi comandanti di corpo rilasciata copia del presente ordine del giorno, perchè rimanga loro a ricordo della soddisfazione che essi hanno data ai loro superiori col compimento del proprio dovere in quei disastri

Disposizioni *fatte nel personale dipendente:*

UFFICIALI IN SERVIZIO ATTIVO PERMANENTE.

Stato maggiore generale.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Allason cav. Ugo, maggiore generale ispettore costruzioni artiglieria, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età dal 16 novembre 1906.

Corpo di stato maggiore.

Con R. decreto del 5 ottobre 1906:

Pigafetta cav. Desiderio, colonnello comandante Collegio militare Napoli, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 1° novembre 1906.

Arma dei carabinieri reali.

Con R. decreto del 23 settembre 1906:

Pettigiani Agostino, capitano legione Ancona, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 1° ottobre 1906.

Lasagno Carlo, id. id. Verona, id. id. a sua domanda, dal 1° ottobre.

Arma di fanteria.

Con R. decreto del 5 ottobre 1906:

Raso cav. Anselmo, tenente colonnello 45 fanteria — Elti conte Cornelio, capitano 13 id. — Duca Giovanni, id. 20 id. — Roggero Enrico, id. in aspettativa speciale, collocati in posizione ausiliaria, a loro domanda, dal 16 ottobre 1906.

Pastore Angelo, capitano 94 fanteria — Lo Casale cav. Vincenzo, applicato di stato maggiore id. id., per ragione di età, dal 16 ottobre.

Con R. decreto dell'11 ottobre 1906:

Basteri Pietro, tenente 31 fanteria, collocato a disposizione del Ministero degli affari esteri, dal 16 ottobre 1906, per assumere servizio nella gendarmeria macedone.

Arma di cavalleria.

Con R. decreto del 14 ottobre 1906:

L'anzianità assoluta dei sottotenenti nominati con R. decreto 8 ottobre 1906 è trasportata al 23 settembre dello stesso anno, con decorrenza per gli assegni, dal 1° ottobre successivo.

Personale permanente dei distretti.

Con R. decreto del 5 ottobre 1906:

Lentini cav Angelo, tenente colonnello comandante distretto Foggia — Montanaro Luigi, capitano distretto Chieti, collocati in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 16 ottobre 1906.

Filippone cav. Edoardo, id. id. Nola, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 16 ottobre.

Con R. decreto dell'8 ottobre 1906:

Iacopetti cav. Giorgio, capitano distretto Orvieto, collocato in posizione ausiliaria, a sua domanda, dal 16 ottobre 1906.

Corpo sanitario militare.

Con R. decreto dell'8 ottobre 1906:

Licari cav. Francesco, maggiore medico ospedale Torino, collocato in posizione ausiliaria, per ragione di età, dal 1° novembre 1906.

Con R. decreto del 14 ottobre 1906:

Campeggiani Massimo, sottotenente medico in aspettativa per motivi di famiglia, l'aspettativa anzidetta è prorogata.

Corpo contabile militare.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Fantoni Giuseppe, tenente contabile in aspettativa per infermità temporarie non provenienti dal servizio, ammesso, a datare dal 6 ottobre 1906, a concorrere per occupare i due terzi degli impieghi che si facciano vacanti nei quadri del suo grado o corpo, come gli ufficiali contemplati dall'art. 11 della legge 25 maggio 1852.

Ravasini Carlo, capitano contabile 4 alpini, trasferito 5 alpini (direttore dei conti).

Imbrico Francesco, id. ospedale Alessandria, id. 16 artiglieria (id.)

Basso Domenico, id. 6 artiglieria campagna, id. magazzino casermaggio Piacenza.

Rollini Enrico, id. 5 alpini, id. panificio Piacenza.

Di Paola Vincenzo, id. 89 fanteria, id. 90 fanteria (direttore dei conti).

Geloso Bonaventura, id. 90 id., id. ospedale Alessandria (ufficiale di magazzino).

Serio Mario, id. 19 id., id. 89 fanteria (direttore dei conti).

Sismondini Giuseppe, tenente contabile 16 id., id. 4 bersaglieri.

Favalli Ettore, id. 11 bersaglieri, id. 4 alpini,

IMPIEGATI CIVILI.

Ragionieri d'artiglieria.

Con R. decreto dell'11 ottobre 1906:

Pellero Angelo, ragioniere di 1ª classe, promosso ragioniere principale di 3ª classe (a scelta).

Signorini Giovanni, aiutante ragioniere, id. ragioniere di 2ª id.

Robotti Domenico, cittadino dimorante ad Alessandria, nominato aiutante ragioniere d'artiglieria, dal 1° novembre 1906.

Con decreto Ministeriale dell' 11 ottobre 1906:

Giacomelli Arturo, ragioniere di 2ª classe, promosso ragioniere di 1ª classe.

Capitecnici d'artiglieria e genio.

Con R. decreto dell'11 ottobre 1906:

Nozzoli Giocondo, capotecnico di 1ª classe, promosso capotecnico principale di 3ª classe.

Con decreto Ministeriale dell' 11 ottobre 1906:

Fusco Pasquale, capotecnico di 1ª classe, promosso capotecnico di 1ª classe.

Fano Francesco, id. 3ª id., id. id. 2ª id.

UFFICIALI IN CONGEDO.

Ufficiali in posizione di servizio ausiliario.

Con R. decreto del 5 ottobre 1906:

Lentini cav. Angelo, tenente colonnello personale permanente distretti, richiamato in servizio temporaneo e nominato comandante distretto Foggia, dal 16 ottobre 1906.

Ufficiali di complemento.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Fantuzzi Medardo, sottotenente fanteria, dispensato da ogni servizio militare per infermità non dipendenti da cause di servizio.

Lo Nano Giuseppe, id. id., accettata la dimissione dal grado.

Marcellini Arnaldo, id. id., rimosso dal grado.

Avallone Goffredo, id. id., laureato in medicina e chirurgia, trasferito col suo grado e con la sua anzianità nel corpo sanitario militare.

Angeloni Carlo, tenente medico — Cascioli Francesco, id. id., cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età e sono inscritti collo stesso grado ed anzianità, a loro domanda, nel ruolo degli ufficiali di milizia territoriale del corpo stesso.

Franzutti Ermanno, sottotenente medico, accettata la dimissione dal grado.

I seguenti tenenti medici cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età e sono inscritti collo stesso grado ed anzianità, a loro domanda, nel ruolo degli ufficiali di riserva del corpo stesso:

Angelico Giacomo — Matarazzo Costabile — Larizza Pietro — Muggio Riccardo.

I seguenti tenenti medici cessano di appartenere al ruolo degli ufficiali di complemento per ragione di età:

Rollino Luigi Silvio — Jona Giuseppe — Alonzo Giovanni — Poluso Gaetano — Mazzoni Luigi — De Toma Bernardo — Sarpi Ernesto.

Ufficiali di milizia territoriale.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Zancanaro Vittorio, tenente fanteria — Galateri Annibale, id. id., accettata la dimissione dal grado.

Fabrizi Sperello, maggiore medico, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di milizia territoriale per ragione di età, ed è inscritto collo stesso grado ed anzianità, a sua domanda, nel ruolo degli ufficiali di riserva nel corpo stesso.

Ufficiali di riserva.

Con R. decreto del 21 ottobre 1906:

Frosinini Adolfo, capitano fanteria, accettata la dimissione dal grado.

Tenaglia Silvio, tenente contabile, dispensato da ogni servizio militare per infermità non dipendenti da cause di servizio, conservando il grado con la relativa uniforme.

Con R. decreto del 30 ottobre 1906:

Brocchi cav. Adolfo, maggiore generale, cessa di appartenere al ruolo degli ufficiali di riserva, per ragione di età, conservando il grado con la relativa uniforme.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0\[0, cioè: n. 1,076,530 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 40, al nome di *Poli* Maria di Giuseppe, minore sotto la patria potestà del padre, domiciliato in Momo (Novara), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a *Polli* Maria di Giuseppe, ecc., vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 14 novembre 1906.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0\[0, cioè: n. 183,058 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 55, al nome di Berardo *Antonio Maria-Camilla* fu *Antonio*, minori, sotto l'amministrazione di Raffaela Loffredo di *Saverio* loro madre e tutrice, domiciliati in Napoli, fu così into-

stata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Berardo *Antonio, Maria-Vincenza-Gaetana* e *Maria-Francesca-Emilia* fu Antonio, minori ecc., come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 14 novembre **1906.**

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione).*

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè n. 987,420 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 330 al nome di Canella *Gemma* Adele, detta Adele fu Vincenzo, minore, sotto la patria potestà della madre Berra Cleofe fu Giuseppe vedova Canella, domiciliata in Padova, **fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a** Canella *Adele Gemma* ecc. (il resto come sopra), **vera proprietaria della rendita stessa.**

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, 14 novembre 1906.

Per il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione).*

Si è dichiarato che le rendite seguenti del consolidato 5 0[0, cioè: n. 76,796 d'iscrizione sui registri della Direzione generale per L. 50, n. 76,795, di L. 25, n. 102,501, di L. 5, intestate a *Sciolette Luisa,* furono così intestate per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè dovevano invece intestarsi a *Sciolet* o *Sciolette Maria-Clelia-Luisa* fu Luigi, vera proprietaria delle rendite stesse.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di dette iscrizioni nel modo richiesto.

Roma, il 14 novembre 1906.

Il direttore generale
MANCIOLI.

Rinnovazione di certificato (2ª pubblicazione).

Questa Direzione generale ha proceduto alla rinnovazione del certificato consolidato 5 0[0, n. 62,805[245,745, di L. 30, esaurito di compartimenti semestrali, intestato a Gentile Pasquale Giuseppe fu Michele, domiciliato in Napoli, con a tergo una prima cessione fatta dal detto titolare a favore di Cesarelli Pasquale fu Domenico ed una seconda fatta da quest'ultimo a favore di Maraucci Domenico fu Salvatore.

Si previene quindi chiunque possa avervi interesse che il primo foglio di tale certificato, contenente le sopra mentovate dichiarazioni di cessione, è stato unito al nuovo certificato emesso in sostituzione di quello esaurito di compartimenti semestrali e del quale forma ora parte integrante, onde, isolatamente, non ha più alcun valore.

Roma, 14 novembre 1906.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO

Si notifica che, nel giorno di venerdì 30 novembre del corrente anno, alle ore 9, in una sala del palazzo ove ha sede questa direzione generale - in Roma, via Goito n. 1- con accesso al pubblico, si procederà alla 46ª estrazione a sorte annuale delle obbligazioni al portatore da L. 500 di capitale nominale al 5 0[0, emesse in virtù del decreto del Governo della Toscana 8 marzo 1860 e RR. decreti 8 luglio di detto anno, n. 4181 e 10 febbraio 1861, n. 4653 e 19 febbraio 1862, n 473, per procurarsi i fondi necessari per far fronte alle spese di costruzione della ferrovia Maremmana, cioè da Livorno al confine Pontificio, nonchè del tronco di strada dal fitto di Cecina alle Moie.

Le obbligazioni da estrarsi sulle 83,374 attualmente vigenti agli effetti della detta estrazione sono in numero di 322, secondo la relativa tabella di ammortamento.

Con successiva notificazione saranno pubblicati i numeri delle obbligazioni estratte da rimborsarsi dal 2 gennaio 1907.

Roma, 13 novembre 1906.

Il direttore generale
MANCIOLI.

Il capo della divisione VI
LUBRANO.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*).

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi 15 novembre, in lire 100,00.

AVVERTENZA.

La media del cambio odierno essendo di L. 99,90 e, quindi, non superiore alla pari, pel rilascio dei certificati dei dazi doganali del giorno 15 novembre occorre il versamento in valuta in ragione di L. 100 per 100.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata di accordo fra il ministero d'agricoltura, industria e commercio il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).

14 novembre 1906.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedole	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
5 % *lordo*.....	103,03 23	101,03 23	101,54 32
4 % *netto*.....	102,93 50	100,93 50	101,44 59
3 1/2 % *netto* .	102,08 33	100,33 33	100,78 04
3 % *lordo*.....	73,20 —	72,00 —	72,90 35

CONCORSI

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

Consiglio scolastico provinciale di Vicenza

AVVISO DI CONCORSO

È aperto il concorso a cinque posti semigratuiti di studio nell'istituto « Dame inglesi » di questa città.

1. Le istanze di concorso dovranno essere corredate dai seguenti documenti, da presentarsi entro il 30 novembre corrente:

a) fede di nascita della aspirante, la quale non può essere ammessa prima del settimo nè dopo l'undicesimo anno compiuto;

b) attestato medico da cui apparisca essere la aspirante di sana e robusta costituzione fisica, atta all'ordinario regime dell'istituto, nonchè di aver subito con buon esito la vaccinazione;

c) attestato scolastico dimostrante aver essa già avuta una prima istruzione elementare;

d) obbligazione del padre, o di chi ne fa le veci, di adempiere alle condizioni prescritte nei seguenti articoli 3 e 4.

2. Il posto di concorso viene accordato a figlie di genitori benemeriti per opere dell'ingegno, o per servizi prestati nella milizia, nella magistratura o nelle pubbliche Amministrazioni, e dovrà perciò corredarsi la domanda dei seguenti documenti:

e) estratto anagrafico della famiglia;

f) dichiarazione della sostanza della famiglia, degli assegni o pensioni dei genitori, dei sussidi graziali dei figli anche se ne abbiano goduto in passato, il tutto convalidato dal sindaco del luogo;

g) documenti comprovanti la condizione, i servizi o le benemerenze del padre.

3. Ogni alunna ammessa nell'istituto deve portare seco il corredo descritto nell'allegato *C* del regolamento organico.

4. La metà dell'annua retta da corrispondersi è di L. 386, pagabili in due rate semestrali anticipate.

Si avverte che saranno restituite le istanze mancanti di documenti o per altro motivo non conforme a quanto è indicato in questo avviso.

Vicenza, 3 novembre 1906.

Il provveditore agli studi
LIOY.

Parte non Ufficiale

DIARIO ESTERO

Da alcuni giornali tedeschi apparirebbe che le dimissioni di Podbielski, evitate per l'incidente delle forniture militari coloniali, si devono ora alla questione del rincaro dei viveri in Germania, e specialmente delle carni; nè propriamente a ciò, che non è se non l'effetto della causa, ma a questa, la quale deve ricercarsi nella di lui politica agraria soverchiamente protettrice.

E che tale sia il vero movente delle dimissioni del ministro di agricoltura lo si desume dall'essere stato incaricato provvisoriamente di sostituirlo un collega di lui avverso alla politica agraria e dalle misure subito adottate per diminuire il rincaro dei viveri. Per queste si è creata un'agitazione alla quale fa eco il Baden; però le conseguenze di questo disagio economico cominciano ad impensierire anche certi centri agrari sui danni derivanti da una resistenza troppo cieca alle domande di apertura delle frontiere al bestiame estero.

Il *Vorwärts* intanto annuncia una grande manifestazione socialista contro la politica agraria, ed il Governo, giustamente impressionato, sta provvedendo per scongiurare maggiori disordini.

***

I movimenti nel personale diplomatico, che il nuovo ministro degli esteri francese, Pichon, ha intrapreso su larga scala, hanno invogliato l'*Echo de Paris* a fare al minstro un'intervista, nella quale Pichon, spiegando una frase della dichiarazione ministeriale, ha affermato la sua volontà di fare il necessario perchè il personale della diplomazia divenga repubblicano e dia tutte le garanzie al Governo dal punto di vista politico come dal punto di vista professionale.

L'intervista non si svolse solamente sopra questo punto, ma altresì sul trattamento delle scuole francesi all'estero e sulla questione marocchina. Intorno al primo punto il ministro dichiarò che, come conseguenza della legge di separazione, il Governo sopprimerà le sovvenzioni alle scuole dove si sono verificati degli atti di proselitismo, a quelle in cui si rifiuta l'entrata ai rappresentanti dello Stato ed a quelle in cui l'insegnamento della lingua francese non esiste od è insufficiente. Le sovvenzioni soppresse saranno devolute alle scuole laiche. La « Allenza francese » e la « Missione laica » saranno soprattutto incoraggiate.

Circa il Marocco, Pichon disse:

« Il nostro accordo colla Spagna è completo e noi siamo decisi a tenerci strettamente nei termini della convenzione di Algesiras. Non ho conferma delle voci secondo cui la Germania continuerebbe a crearci difficoltà; anzi nulla autorizza a sospettare sotto questo punto di vista l'attitudine degli agenti della Banca di Berlino. In quanto all'organizzazione della Banca al Marocco, essa si farà rapidamente ».

Queste parole del ministro sono pertanto in relazione colla seguente notizia telegrafata da Parigi:

« Nel Consiglio dei ministri Pichon riferì che la Spagna, l'Inghilterra e la Francia hanno deciso di non tener nessun calcolo delle riserve fatte dal Maghzen sul protocollo della conferenza di Algesiras ».

Si prevede pertanto che le potenze faranno per il Marocco quello che già fu deciso per l'Abissinia, e cioè daranno corso ai trattati internazionali con o senza la ratifica del Maghzen.

***

Mentre i rivoluzionari compiono ogni giorno quasi impunemente i loro attentati, la reazione continua in Russia ed i circoli di Corte vorrebbero viepiù inferirla, a segno che la *Russische Correspondenz* pubblica:

« Lo Czar desidera la soppressione della Duma. Il 30 ottobre, anniversario della promulgazione del manifesto della costituzione, il vice presidente della reazionaria federazione degli uomini russi invitò il presidente dei ministri Stolypin a far pubblicare nel *Pravitelstvenij Vilstnik* un dispaccio imperiale ricevuto allora da uno dei più attivi membri della federazione. Questo dispaccio era del seguente tenore: « Ho concesso una costituzione l'anno scorso nella convinzione che ciò corrispondesse al desiderio del popolo russo. Ora però incomincio a dubitare che questo sia stato un passo giusto. Sarei in ogni caso lieto, se i veri uomini russi fossero eletti in gran numero nella Duma e decidessero la suaccennata questione secondo i loro sentimenti ».

Inaugurazione di un sanatorio

Le LL. MM. il Re e la Regina onorarono, ieri, di loro augusta presenza, la cerimonia per la collocazione della prima pietra di un sanatorio dei tubercolosi che sorgerà a Cisanello, presso Pisa.

La città, ove attendevansi da gran folla i Sovrani, era festante.

Il Lungarno e le vie principali erano imbandierate sfarzosamente. Animazione vivissima.

Dalla Provincia erano giunte numerose Associazioni con musiche.

Alle ore 9 le musiche, le Associazioni e le rappresentanze si riunirono in piazza Vittorio Emanuele per la formazione del corteo che si recava alla cerimonia.

Il corteo riuscì imponente e da piazza Vittorio Emanuele, per via Vittorio Emanuele ed il Lungarno Mediceo, gremiti di folla, si recò sul viale Umberto, ove si schierò per fare ala al passaggio dei Sovrani.

Le LL. MM., giunte da San Rossore in automobile, si recarono al palazzo reale; ivi salirono in carrozza alla *Daumont*, scortata da un drappello di carabinieri, e percorrendo il Lungarno, si avviarono alla località ove sorgerà il sanatorio.

Lungo il percorso, e specialmente lungo il viale Umberto, la folla enorme e le Associazioni fecero ai Sovrani lunghe ed entusiastiche ovazioni.

I Sovrani, al loro giungere sul luogo della cerimonia, vennero ossequiati dal prefetto, comm. Cioja, dal sindaco, on. senatore D'Ancona, dall'on. deputato Queirolo, dal commissario degli ospedali, Valle, e dalle altre autorità civili e militari.

Le rappresentanze e gli invitati che si trovavano entro il recinto e la folla che intorno si era riunita sugli argini soprastanti rinnovarono alle LL. MM. una dimostrazione calorosa. S. M. il Re passò in rivista due compagnie di corrigendi, mentre la musica del 18° fanteria suonava la marcia reale.

Quindi i Sovrani salirono in un elegante padiglione artisticamente addobbato, insieme col sindaco, col prefetto e coi senatori e deputati presenti.

Il sindaco, on. senatore D'Ancona, l'on. deputato Queirolo ed il commissario degli ospedali, Valle, pronunciarono poscia brevi, applauditissimi discorsi, ringraziando i Sovrani della loro presenza e rilevando l'importanza e la grandiosità del nuovo sanatorio.

I Sovrani, discesi poscia dal padiglione, si recarono presso il masso, che doveva essere calato nello scavo, e che l'arcivescovo Maffi benedisse. Entro il masso venne posto un tubo d'argento contenente alcune monete ed una pergamena commemorativa. S. M. il Re spalmò di calce l'apertura del masso chiudendola.

Terminata la cerimonia, i Sovrani s'intrattennero brevemente a conversare colle autorità, indi risalirono in carrozza e ritornarono al palazzo Reale, salutati lungo tutto il percorso da nuove, grandiose ovazioni, mentre dalle finestre delle case venivano lanciati sulla carrozza innumerevoli fiori.

Giunti a palazzo, i Sovrani si affacciarono al balcone ed assistettero allo sfilamento del corteo delle Associazioni, durato 45 minuti, mentre la folla rinnovava una lunga, entusiastica dimostrazione.

I Sovrani risalirono poscia in automobile e partirono per San Rossore.

L'animazione in città durò per tutta la giornata. Gli opifici e i negozi erano chiusi. Le bande musicali suonavano sulle piazze.

Iersera, a Corte, vi fu pranzo con numerosi invitati.

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

S. E. Massimini. — S. E. il ministro delle finanze, giunse iersera, alle ore 17.17, a Brescia.

Venne ricevuto alla stazione dal prefetto, dall'intendente di finanza, dagli onorevoli deputati Castiglioni, Da Como e Bonicelli, dal senatore Bettoni, dalla magistratura, dalle presidenze del Consiglio provinciale e della Camera di commercio, dal commissario Regio di Brescia e dalle altre autorità. Erano presenti anche molti amici dell'on. Massimini.

Stamane S. E. Massimini si recò a Lecco.

Consiglio provinciale di Roma. — Per il giorno 16, alle ore 14, come fu preannunziato, il Consiglio provinciale di Roma è convocato in seduta pubblica.

Numerose pratiche sono all'ordine del giorno.

Battaglioni scolastici. — Da oggi sono aperte in Roma le iscrizioni per coloro che desiderano far parte dei battaglioni scolastici.

I signori cav. Romualdo Birri (via Merulana, n. 191) e rag. Enrico Salandri (via Bocca di Leone, n. 78), sono incaricati di ricevere le domande, corredate dei seguenti documenti:

1. Atto di nascita, dal quale risulti che il giovane ha compiute i 14 anni e non ha superato i 20.
2. Certificato scolastico del 1906.
3. Consenso dei genitori.

Camera di commercio. — La Camera di commercio di Roma previene chiunque abbia interesse all'esportazione di vini italiani nella Repubblica Argentina, che presso i suoi uffici è ostensibile una monografia redatta per incarico del Ministero di agricoltura, industria e commercio dal cav. Tommaso Chiaramonti R. enotecnico a Buenos Aires, nella quale si contengono, oltre ai dati statistici di un decennio, utilissime cognizioni per gli esportatori di vini in quella regione.

Arte ed artisti. — Le opere *I Pagliacci* del Leoncavallo e *Cavalleria Rusticana* del Mascagni, che da parecchi anni non si udivano in Roma eseguite da artisti di grido, attrassero ieri sera all'**Adriano** un pubblico numerosissimo ed elegantissimo che letteralmente gremiva il vasto teatro.

A parte qualche artista secondario insufficiente, qualche indecisione dovuta alla fretta, alla mancanza di prove corali, il successo fu vero e schietto per i principali interpreti delle due musiche, che oramai sono entrate nel pieno dominio popolare, sia per la dolcezza delle melodie che per la struttura armonica e per l'interesse sommamente drammatico dei due libretti.

Nei *Pagliacci* emerse il tenore Pietro Schiavazzi che interpetrò benissimo la parte di *Canio* ottenendo frequenti applausi; da lui si volle replicata la nota romanza *Ridi, pagliaccio*, che eseguì in modo veramente superiore ad ogni elogio. Ottimo il baritono Amato, che dovette ripetere il prologo, e non ai due inferiore la signorina Amalia Pollini, una deliziosa *Nedda*, che il pubblico romano già l'anno scorso aveva applaudito nelle *Maschere* del Mascagni, quale *Colombina*.

Nella *Cavalleria Rusticana* la Emma Carelli, accolta da un largo applauso al suo apparire, fu una *Santuzza* veramente ammirevole come artista lirica e drammatica; ella dovè ripetere il noto racconto *Voi lo sapete, o mamma* ed ebbe momenti che impressionarono vivamente l'uditorio. Lo Schiavazzi, *Turiddu*, le fu degno compagno, ma non se lo abbia a male, l'egregio artista, a noi non parve che egli fosse proprio a posto, malgrado la ottima esecuzione del commovente *addio* alla madre; lo preferiamo *Canio*. Buona la signora Manfredi nella parte di *Lola*.

L'orchestra, sotto la valente direzione del maestro Polacco, fu all'altezza degli artisti vocali, tanto che dovè ripetere l'intermezzo della *Cavalleria*, finamente eseguito.

Stasera lo spettacolo si ripete.

Pubblicazioni ufficiali. — Ministero degli affari

esteri - Commissariato dell'emigrazione: *Raccolta di rapporti dei RR, agenti diplomatici e consolari: volume II: Asia, Africa, Oceania.* - Roma. Tipog. dell'Unione cooperativa editrice.

Marina mercantile. — Da New-York è partito il 14 per Napoli, il *Sicilian Prince*, della P. L. Da Buenos-Aires è partito per Genova il *Washington*, della Veloce. Il *Mendoza*, del Lloyd italiano è partito da Las Palmas per Genova.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

BERLINO, 14. — È giunto stamane il ministro degli affari esteri della monarchia austro-ungarica, barone di Aehrenthal.

VIENNA, 14. — *Camera dei deputati.* — Si approva il primo gruppo degli articoli della legge elettorale che stabiliscono a 516 il numero totale dei deputati. Si respingono tutti gli emendamenti.

Si inizia quindi la discussione del secondo gruppo di articoli.

I socialisti e gli czechi-radicali reclamano il diritto elettorale per le donne e combattono la clausola che gli elettori non possono essere iscritti in un Comune se non vi dimorano almeno da un anno.

Il seguito della discussione è rinviato a venerdì.

VIENNA, 14. — La *Politische Correspondenz* annunzia che l'ambasciatore d'Italia, duca Avarna, partirà domani per l'Italia in congedo e che il consigliere dell'Ambasciata, comm. Carletti, assumerà le funzioni d'incaricato d'affari d'Italia.

BERLINO, 14. — *Reichstag.* — Bassermann, nazionale liberale, svolge la sua interpellanza sulla politica estera. L'oratore dice che in Germania si è andato manifestando un forte sentimento di malcontento e di malumore e che il popolo tedesco non è più animato dalla fiducia che regnava al tempo di Bismarck: la politica pacifica da lui stabilita non esiste più, le relazioni fra la Germania e l'Italia si sono lentamente modificate. L'opinione pubblica in Italia propende maggiormente verso la Francia. L'Austria ad Algesiras non sostenne la parte di secondo brillante, ma di giudice imparziale. La situazione della Russia, alla quale la Francia rimane invariabilmente fedele, non è favorevole alla Germania.

Ma il punto fondamentale della politica è in Inghilterra, che sembra, con una politica determinata, tendere ad affettuare l'isolamento della Germania.

La presente situazione non è rosea: è vero però che non esiste un pericolo immediato, anche data la costituzione del Ministero Clémenceau.

Una discussione pubblica sulla politica generale - conclude l'oratore - non può dunque produrre alcun danno.

Il cancelliere dell'Impero, principe von Buelow, prende la parola per rispondere a Bassermann, a proposito delle relazioni internazionali, e dice: Quanto alle nostre relazioni colla Francia bisogna distinguere fra ciò che sarebbe forse desiderabile e ciò che, secondo la situazione, è possibile. L'idea di un più stretto riavvicinamento o di un'alleanza con la Francia non può essere realizzata, dato quale è la opinione pubblica in Francia a cagione degli avvenimenti passati.

In quanto all'Italia, continua Buelow, essa oggi non è più un mosaico, ma una grande potenza unita. Sostenuta dalla triplice essa può riavvicinarsi alla Francia, senza temere che ciò la renda dipendente da essa.

Si comprende che il fiero patriottismo francese trovi duro di adattarsi alla realtà del presente e specialmente ad assistere al risveglio ed al consolidamento della coscienza del popolo tedesco che esige una piena uguaglianza di diritto con le altre nazioni.

Nè questo stato di cose fu per niente cambiato dall' incidente del Marocco, che tuttavia mostrò fortunatamente che le due grandi nazioni vogliono vivere in pace. Faccio espressamente rilevare che noi non abbiamo alcuna intenzione di intrometterci fra la Francia e la Russia o fra la Francia e l'Inghilterra, e soprattutto non abbiamo intenzione di tentare - sia apertamente che nascostamente - di turbare l'amicizia esistente fra le potenze occidentali. Dacchè esiste l'alleanza franco-russa, essa non costituì un pericolo per la pace, ma si mostrò come un contrappeso che contribuì a far camminare regolarmente l'orologio del mondo. Speriamo che possa dirsi altrettanto dell' *entente cordiale* tra la Francia e l'Inghilterra.

Le buone relazioni fra la Germania e la Russia - continua il cancelliere dell'Impero - non hanno recato pregiudizio all'alleanza franco-russa, e le buone relazioni fra la Germania e l'Inghilterra non possono nemmeno esse costituire una contradizione con la *entente cordiale* anglo-francese, se questa mira a fini pacifici. L'*entente cordiale* invece, senza le buone relazioni delle potenze occidentali con la Germania, sarebbe un pericolo per la pace europea.

Tra la Germania e l'Inghilterra non vi sono profondi contrasti politici: fra le due Nazioni vi erano disaccordi, ma non fatti ostili.

Quante volte ebbi a dichiarare che il pensiero che la costruzione della flotta tedesca sia diretta contro l'Inghilterra è assolutamente folle e che il timore di alcuni circoli inglesi per una grande flotta tedesca - che non esiste - è incomprensibile!

Noi non pensiamo affatto a creare una flotta potente quanto la flotta inglese, ma abbiamo il diritto ed il dovere di possedere un'armata rispondente all'importanza dei nostri interessi commerciali ed alla necessità di proteggere i nostri interessi di là da mari e di difendere le nostre coste. (Approvazioni a Destra e al Centro).

Perchè non potremmo noi costruire navi e possedere una flotta come le altre potenze? L'Impero tedesco dalla sua ricostituzione è restato in pace ininterrotta con tutte le altre potenze. Vi sono soltanto pochi altri Stati dei quali si possa dire altrettanto. Ed anche in avvenire perturbamenti della pace ed attacchi non verranno da noi. Bismarck aveva l'abitudine di dire: « In Serbia noi siamo austriaci, in Bulgaria siamo russi, in Egitto siamo inglesi ». Dal tempo di Bismarck in poi noi non abbiamo neppure più gettato alcun sasso sulla via dell'Inghilterra in Egitto.

Riguardo al contegno dell'Italia alla conferenza pel Marocco, Buelow dichiara: Non avevamo da rimproverarci che l'Italia si trovasse in una situazione difficile. Tra la Francia e l'Italia esistevano, relativamente al Marocco, accordi che sappiamo che non erano in disaccordo col trattato della triplice.

Quando il modo nel quale furono misconosciuti i nostri diritti acquisiti sul Marocco ci costrinse a parlare e quando finalmente si riunì la Conferenza di Algesiras l'Italia non si trovava in una posizione facile. Il Governo italiano anche in questa occasione agì correttamente verso di noi. A questo riguardo voglio ancora far rilevare che tutto quanto fu narrato circa le mene di agenti tedeschi a Tripoli è pura invenzione.

La triplice non ebbe ancora occasione di essere praticamente messa alla prova, perchè precisamente tale possibilità fu risparmiata dal fatto che essa esisteva. Invero l'esistenza dell'alleanza dell'Europa centrale contribuì in modo essenziale a tenere lontano il pericolo principale per la pace europea.

Ciò prova che anche oggi la triplice ha importanti vantaggi sopra tutte le altre combinazioni immaginabili. La triplice possiede ancora il vantaggio di escludere conflitti fra le tre nazioni alleate.

Il cancelliere dell'Impero, principe von Buelow, dimostra quindi come sia stato costante l'appoggio dato alla Germania dall'Austria-Ungheria alla Conferenza di Algesiras e respinge l'asserzione che la Germania voglia immischiarsi negli affari della Monarchia degli Asburgo. Oggi, come ai tempi di Bismarck, è interesse della Germania di mantere buone relazioni coll'Austria-Ungheria.

Passando poi a discorrere della Russia, Buelow dichiara: Noi

non interveniamo affatto neppure nella Polonia russia. Se l'incendio passasse la nostra frontiera, noi lo spegneremmo. Nessuno in casa nostra potrebbe impedircelo, come noi non prendiamo parte alcuna all'estinzione dell'incendio sviluppatosi in paese estero. Auguriamoci che il Governo russo riesca a trovare la via di uscita dalle presenti difficoltà interne perchè una Russia forte e sana all'interno è un contributo prezioso per la conservazione dell'equilibrio nell'Europa e nel mondo. Godo di poter constatare che le nostre relazioni colla Russia sono buone ed amichevoli e che non furono mai da lungo tempo così corrette come lo sono oggi.

Nel colloquio fra l'Imperatore e lo Czar non si trattò di politica interna e soprattutto l'Imperatore non dette consigli in senso reazionario.

Già da mesi sono in corso trattative fra l'Inghilterra e la Russia che promettono di giungere ad un compromesso pel territorio dell'Asia centrale, specialmente circa al Tibet, alla Persia ed all'Afghanistan. La politica tedesca non ha nessuna ragione di turbare tali trattative o di vedere di malocchio il loro probabile risultato. Se nel corso ulteriore di questi negoziati venissero in questione diritti e legittimi interessi tedeschi, dichiarazioni leali da una parte e dall'altra non lasciano alcun dubbio che i nostri diritti ed interessi saranno rispettati.

Continueremo così a mantenere con cura le nostre relazioni col Giappone. Non abbiamo mai dato prove di avere disegni di conquista e di espansione in Estremo Oriente. Non desideriamo affatto lo smembramento della Cina e non miriamo ad alcun vantaggio particolare: in Estremo Oriente noi abbiamo soltanto scopi economici, la realizzazione dei quali dipende essenzialmente dal mantenimento della pace e dell'integrità della Cina e del principio della porta aperta.

Le nostre relazioni amichevoli con gli Stati Uniti si fondano sopra cause storiche e naturali.

Per equilibrare gli interessi economici occorre naturalmente buona volontà da ambedue le parti.

Buelow aggiunge di essere grato agli Stati Uniti per la loro attitudine alla Conferenza di Algesiras.

Quanto alla politica estera vorrei - dice Buelow - sebbene io sia grande ammiratore di Bismarck, mettere in guardia che il suo esempio non va sempre seguito.

Nei nostri rapporti colle altre potenze dobbiamo mostrarci corretti senza iperboli, ma non dobbiamo nemmeno diminuire noi stessi e meno ancora umiliarci. (Approvazioni). Metto anche in guardia contro le conseguenze del pessimismo circa all'avvenire. Non vi è nessuna ragione di questo pessimismo. Secondo l'opinione pubblica inglese nessun popolo ha tanti motivi di ottimismo come quello tedesco.

La Germania non ha grandi ragioni di temere l'isolamento: una nazione di sessanta milioni di uomini che possiede un esercito come quello tedesco non è mai isolata finchè resta fedele a sè stessa. Noi non abbiamo bisogno di correre dietro a chicchessia. Ciò non sarebbe dignitoso e nemmeno prudente. (Vive approvazioni).

Buelow continua: Se teniamo affilata la nostra spada, saremo utili anche ai nostri amici e potremo essere molesti ai nostri nemici. Non abbiamo bisogno di tremare dinanzi ad ogni cipiglio che ci viene fatto all'estero. Non è questo un sistema degno di un gran popolo (Vivi applausi) Abbiamo avuto gravi momenti anche in tempi vicini.

Le nostre relazioni con la Russia dal 1878 al 1889 peggioravano continuamente. Anche le relazioni con l'Inghilterra, malgrado i grandi sforzi di Bismarck, non furono sempre buone ed anche le nostre relazioni con la Francia erano senza dubbio più cattive un tempo che adesso.

La nostra posizione nel mondo sarebbe migliore di quella che lo era nel 1880 e nel 1890, se non avessimo inaugurato la nostra politica di oltre mare.

La nostra posizione sul continente non dà luogo a timori ma la nostra politica mondiale, che è frutto della prosperità del commercio e dell'industria, dobbiamo condurla in modo che il nostro popolo tedesco non ne resti compromesso. Già Moltke e Bismarck dissero che possono formarsi situazioni nelle quali saremo ridotti ad essere soli: bisogna dunque che ci troviamo al caso di fronteggiare tali possibilità. Dopo la Conferenza pel Marocco possiamo tranquillamente guardare l'avvenire, sebbene nella politica siano rimaste ancora alcune vibrazioni di eccitazione che consigliano la prudenza. Pertanto in mezzo alle divergenze interne non bisogna dimenticare gli interessi, la prosperità e il diritto della nazione intera.

Allora il popolo tedesco saprà mantenere la sua posizione (Vivi applausi a destra, al centro e sui banchi dei liberali).

Volmar, socialista, dice che la situazione della Germania riguardo alla politica generale, specialmente alle relazioni estere, potrebbe difficilmente essere peggiore.

Span, del centro, dice che il progresso economico della Germania non può dar motivo di preoccupazioni.

Wiener, radicale, dice che il cancelliere dell'Impero non è esente dal temere il pericolo d'isolamento per la Germania.

Tiedemann, del partito dell'Impero, esprime a nome del partito fiducia nel cancelliere.

Buelow, rispondendo a vari oratori, confuta le critiche fatte alla diplomazia tedesca, soggiunge che è assolutamente ingiustificato attribuire all'Imperatore intenzioni di assolutismo o di governo personale. L'Imperatore è di un carattere troppo retto per chiedere consigli ad altri che alla sua propria coscienza dal dovere ed ai suoi consiglieri, chiamati a tali funzioni.

Buelow prega il Reichstag a deporre la diffidenza ed a cooperare col Governo al bene pubblico. (Vivi applausi).

Il seguito della discussione è rinviato a domani.

BERLINO, 14. — Il *Wolff bureau* pubblica la seguente nota: Informazioni di fonte autorevole assicurano che non vi ha neppure una parola di vero nelle notizie pubblicate da alcuni giornali francesi che il segretario di Stato Tschirschky avrebbe parlato nelle sue visite al Vaticano della questione polacca. Nei suoi colloqui al Vaticano il segretario di Stato Tschirschky non fece la benchè minima allusione alla questione polacca.

È soltanto vero che per confutare le false voci provenienti da fonte polacca e sparse nei circoli vaticani, il Governo prussiano ha fatto consegnare al Vaticano dal ministro di Prussia presso la Santa Sede, barone di Rotenhan, una memoria sulla situazione delle scuole polacche.

Il barone di Rotenhan non ha espresso alcun desiderio per l'appoggio del Vaticano.

LONDRA, 14. — Il Re e la Regina di Norvegia si sono recati nel pomeriggio al Guildhall, dove sono stati ricevuti dal lord Mayor e dalle corporazioni della *City*.

Il Re e la Regina hanno preso parte ad un banchetto di ottocento coperti alla fine del quale il lord Mayor ha fatto un brindisi ai Sovrani d'Inghilterra e di Norvegia.

Il Re Haakon ha risposto bevendo alla salute di lor Mayor.

Dopo il ricevimento i Sovrani di Norvegia sono tornati in treno speciale a Windsor.

Lungo il percorso all'andata e al ritorno dei Sovrani si trovava grande folla che ha acclamato i Sovrani. Il tempo è coperto.

MOSCA, 15. — La Corte marziale ha condannato a morte l'individuo sconosciuto autore dell'attentato contro il prefetto della città, generale Reinbot. Il condannato verrà impiccato.

KIEW, 15. — È stata scoperta tra le truppe della guarnigione un'attiva organizzazione rivoluzionaria. Sono stati operati dieci arresti.

PIETROBURGO, 15. — Il Comitato locale del partito dei cadetti terrà nella settimana corrente una riunione per scegliere i candidati alla Duma dell'Impero per la circoscrizione di Pietroburgo.

Il Comitato centrale del rinnovamento pacifico ha deciso che i membri del partito non possano appartenere contemporaneamente ad altri gruppi politici.

Comunicazioni dalle provincie informano che organizzazioni secondarie del partito si sono costituite in venticinque città.

VOLOGDA, 15. — L'ex-deputato alla Duma Schemjakine, smentisce di essere stato fra i firmatari del manifesto di Viborg e dichiara di non approvare le idee che vi furono espresse.

LONDRA, 15. — *Camera dei Comuni.* — Il segretario dell'ammiragliato, Robertson, annunzia che l'ammiragliato, in seguito all'inchiesta fatta sui recenti disordini dei marinai di Portsmouth, ha deciso di inviare dinanzi al Consiglio di guerra undici dei principali agitatori e di costituire una Commissione d'inchiesta per esaminare il caso del luogotenente Collard che dette il famoso ordine: « In ginocchio! »

Quanto al risultato di tutte le inchieste sarà noto, il Consiglio dell'ammiragliato farà conoscere la sua decisione sul caso della indisciplina e su tutti gli altri casi che vi si riferiscono.

Si discute indi il progetto di legge sulle antiche terre feudali.

Il Governo accetta un emendamento dell'opposizione, malgrado il malcontento di un grande numero dei deputati ministeriali.

Tale emendamento è approvato con 231 voti contro 157, ciò che fa cadere la maggioranza governativa, malgrado l' appoggio dell'opposizione, a 74 voti.

Del gruppo dei ministeriali malcontenti facevano parte, oltre ad alcuni liberali, tutti i membri del partito del lavoro.

La discussione del progetto è terminata al tocco di stamane e la seduta è stata tolta.

BORDEAUX, 15. — Il vapore inglese *Melrose Abbey*, diretto a Cadice, è affondato iersera nella Gironda in seguito ad una collisione col vapore svedese *Adolfo Mayer* del porto di Göteborg.

CAPETOWN, 15. — Tre pertigiani di Ferreira, fra cui suo fratello ed una spia indigena, sono stati fatti prigionieri.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 14 novembre 1906

Il barometro è ridotto allo zero	0°
L'altezza della stazione è di metri	50.60.
Barometro a mezzodì	760.4.
Umidità relativa a mezzodì	43.
Vento a mezzodì	NE. moderato.
Stato del cielo a mezzodì	1[3 coperto.
Termometro centigrado	massimo 14.2. minimo 6 5.
Pioggia in 24 ore	mm. —

14 novembre 1906.

In Europa: pressione massima di 772 in Baviera, minima di 754 sulla Russia meridionale.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito di 2 mm. in Sicilia al sud-est, poco variato altrove; temperatura diminuita; pioggo al sud ed isole.

Barometro: massimo a 770 lungo la catena alpina, minimo a 763 sulle coste joniche.

Probabilità: cielo nuvoloso con qualche pioggia sul medio versante Adriatico, estremo sud e Sicilia, vario altrove; venti moderati settentrionali; mare mosso, qua e là agitato.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 14 novembre 1906.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente Massima nelle 24 ore	Minima
Porto Maurizio...	sereno	legg. mosso	15 9	8 2
Genova	sereno	legg. mosso	11 8	9 0
Spezia	sereno	calmo	15 5	7 8
Cuneo	sereno	—	7 3	2 4
Torino	coperto	—	5 8	2 2
Alessandria	nebbioso	—	10 1	0 7
Novara	sereno	—	11 0	1 0
Domodossola	sereno	—	12 0	— 2 0
Pavia	nebbioso	—	12 0	1 1
Milano	$^1/_2$ coperto	—	10 7	2 1
Sondrio	sereno	—	8 5	— 0 8
Bergamo	sereno	—	9 2	3 4
Brescia	sereno	—	10 6	3 2
Cremona	nebbioso	—	9 6	2 0
Mantova	nebbioso	—	11 1	3 9
Verona	sereno	—	10 6	2 3
Belluno	sereno	—	10 1	0 1
Udine	sereno	—	10 5	2 7
Treviso	sereno	—	10 5	2 8
Venezia	sereno	calmo	10 8	5 0
Padova	sereno	—	10 4	1 6
Rovigo	$^1/_2$ coperto	—	11 7	3 5
Piacenza	nebbioso	—	9 5	2 2
Parma	sereno	—	11 3	3 9
Reggio Emilia....	sereno	—	10 0	6 0
Modena	sereno	—	10 1	4 1
Ferrara	sereno	—	11 8	2 9
Bologna	sereno	—	9 7	5 8
Ravenna	sereno	—	10 5	0 5
Forlì	coperto	—	11 0	6 4
Pesaro	coperto	calmo	13 8	9 9
Ancona	coperto	agitato	14 0	7 3
Urbino	coperto	—	8 1	4 4
Macerata	coperto	—	11 8	5 2
Ascoli Piceno	sereno	—	14 0	6 5
Perugia	$^1/_2$ coperto	—	9 6	3 8
Camerino	$^3/_4$ coperto	—	7 9	3 0
Lucca	sereno	—	13 8	2 5
Pisa	sereno	—	17 0	2 0
Livorno	sereno	legg. mosso	14 2	5 6
Firenze	sereno	—	12 6	5 1
Arezzo	$^3/_4$ coperto	—	11 7	6 1
Siena	sereno	—	11 7	4 4
Grosseto	sereno	—	14 0	5 0
Roma	$^1/_2$ coperto	—	15 3	6 5
Teramo	coperto	—	11 7	4 9
Chieti	piovoso	—	11 4	6 0
Aquila	sereno	—	10 1	3 1
Agnone	coperto	—	9 3	2 2
Foggia	$^1/_4$ coperto	—	14 0	9 8
Bari	coperto	mosso	14 2	8 0
Lecce	coperto	—	15 0	9 0
Caserta	$^1/_4$ coperto	—	15 3	8 0
Napoli	sereno	legg. mosso	14 8	8 1
Benevento	$^1/_4$ coperto	—	14 6	2 5
Avellino	$^1/_2$ coperto	—	11 8	5 5
Caggiano	$^1/_2$ coperto	—	10 1	2 4
Potenza	$^1/_4$ coperto	—	8 2	2 3
Cosenza	sereno	—	12 6	7 6
Tiriolo	$^3/_4$ coperto	—	13 1	2 0
Reggio Calabria ..	piovoso	calmo	16 5	12 4
Trapani	$^1/_4$ coperto	legg. mosso	18 9	15 4
Palermo	piovoso	calmo	17 8	10 7
Porto Empedocle ..	$^1/_4$ coperto	mosso	21 0	15 0
Caltanissetta	sereno	—	19 4	12 8
Messina	piovoso	calmo	16 2	10 8
Catania	piovoso	agitato	17 8	13 0
Siracusa	coperto	mosso	18 2	15 0
Cagliari	$^1/_4$ coperto	legg. mosso	19 8	7 0
Sassari	$^3/_4$ coperto	—	16 6	8 4

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TUMINO, *Gerente responsabile.*